

Objet de la délibération

N° 18-160

Rapport d'Orientation
Budgétaire 2019

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**SEANCE DU JEUDI 8 NOVEMBRE 2018**

L'an deux mil dix-huit, le huitième jour du mois de novembre, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis Salle Olivier Barillot - Annexe de l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, rue Frédéric Auguste Bartholdi, sous la présidence de M. Damien MESLOT, Maire.

Etaient présents :

M. Sébastien VIVOT, Mme Florence BESANCENOT, M. Mustapha LOUNES, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Delphine MENTRE, M. Yves VOLA, Mme Marie ROCHETTE de LEMPDES, Mme Monique MONNOT, M. Pierre-Jérôme COLLARD, M. Jean-Pierre MARCHAND, Adjoint ; M. Ian BOUCARD, Mme Frieda BACHARETTI, M. Alain PICARD, Mme Marie STABILE, Mme Parvin CERF, Mme Loubna CHEKOUAT, M. Tony KNEIP, Mme Claude JOLY, M. Brice MICHEL, Mme Pascale CHAGUE, M. Guy CORVEC, Mme Christiane EINHORN, M. Olivier DEROY, M. Patrick FORESTIER, Mme Dominique CHIPEAUX, Mme Samia JABER, Mme Jacqueline GUIOT, M. René SCHMITT, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT, M. Marc ARCHAMBAULT, M. Emmanuel FILLAUDEAU.

Absents excusés :

Mme Marie-Hélène IVOL - mandataire : M. Jean-Marie HERZOG
M. Gérard PIQUEPAILLE - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. François BORON - mandataire : M. Jean-Pierre MARCHAND
M. David DIMEY - mandataire : M. Patrick FORESTIER
Mme Latifa GILLIOTTE - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. Alain DREYFUS-SCHMIDT - mandataire : Mme Samia JABER

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Isabelle LOPEZ

Absents :

Mme Marion VALLET
Mme Léa MANGUIN
Mme Brigitte BRUN
Mme Patricia BOISUMEAU

Secrétaire de séance :

M. Alain PICARD

~~~~~

La séance est ouverte à 19 h et levée à 22 h 05.

**Ordre de passage des rapports :** 1 à 24.

Mme Frieda BACHARETTI entre en séance lors de l'examen du rapport n° 3 (délibération n° 18-155).

M. Brice MICHEL quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 10 (délibération n° 18-162) et donne pouvoir à M. Ian BOUCARD.



Direction des Finances

## **DELIBERATION**

de M. Sébastien VIVOT, 1<sup>er</sup> Adjoint

---

Références  
Mots clés  
Code matière

DM/SV/JS/FL – 18-160  
Budget  
7.1

Objet

**Rapport d'Orientation Budgétaire 2019**

Conformément aux dispositions de l'Article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la préparation du Budget Primitif est précédée, pour les communes et établissements publics de plus de 3 500 habitants, d'un rapport sur les orientations budgétaires. Ce rapport donne lieu à un débat.

Ce débat se situe dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Il porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré, et répond au besoin d'information du public sur les affaires locales ; il permet aux élus d'exprimer leurs vues sur une politique budgétaire d'ensemble.

La teneur du débat est retracée dans une délibération de l'assemblée.

Selon les nouvelles dispositions de l'Article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la Loi NOTRe, cette délibération, bien qu'elle se limite à prendre acte de la tenue du débat, doit faire l'objet d'un vote du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 32 voix pour, 5 contre (Mme Samia JABER –mandataire de M. Alain DREYFUS-SCHMIDT-, Mme Francine GALLIEN, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Bastien FAUDOT) et 1 abstention (M. Emmanuel FILLAUDEAU),

*(M. René SCHMITT et M. Marc ARCHAMBAULT ne prennent pas part au vote),*

**DECIDE**

de prendre acte du débat.

Ainsi délibéré en l'Hôtel de Ville de Belfort et du Grand Belfort Communauté d'Agglomération, le 8 novembre 2018, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

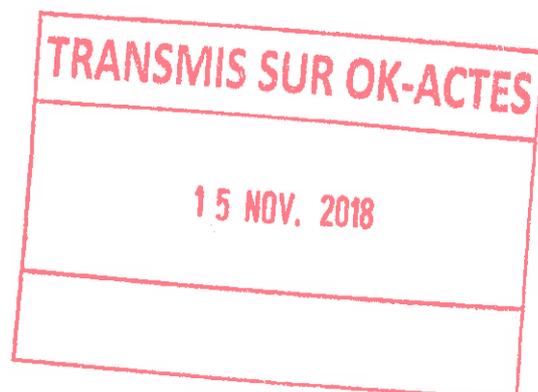
Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

**Date affichage**

**le 15 NOV. 2018**

Jérôme SAINTIGNY





# Rapport d'orientation budgétaire 2019

Conseil municipal du 8 novembre 2018

# Avant-propos

---

En septembre 2018, la Chambre régionale des comptes a rendu un rapport sur l'examen des comptes de la Ville de Belfort sur la période 2011-2016. Le contrôle met en exergue la trajectoire financière de la commune caractérisée à la fois par la baisse de la fiscalité reversée et la baisse de la dotation globale de fonctionnement.

La Chambre note une maîtrise des charges courantes sur la fin de période d'examen. Elle précise également que la capacité de désendettement reste acceptable tout en recommandant de maintenir une trajectoire financière soutenable.

En parallèle, le rapport d'orientations budgétaires 2018 faisait état d'un cadre incertain. En plus d'une situation où la collectivité présente désormais en cumulé des recettes amputées de 9,6 millions d'euros, le cadre budgétaire est désormais contraint par la loi de programmation des finances publiques mais également sanctionné en cas de dépassement par une reprise financière sur les dotations.

Ce cadre est formalisé par arrêté préfectoral suite à l'échec des négociations de contractualisation avec l'Etat : la Ville de Belfort plaide en effet pour que l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement puisse tenir compte du changement de périmètre impliquant de nouvelles dépenses indépendantes de la gestion interne à la collectivité.

A l'échelle macro-économique, l'inflation pourrait poursuivre sa progression et se situer en 2020 à 1,8%. Les charges à caractère général, notamment les combustibles, pourraient évoluer à la hausse, renforcés par les effets de la taxe carbone. Les taux d'intérêts sont également attendus à la hausse. Même si on pourra constater un bénéfice en 2019, les charges financières pourraient donc peser plus lourdement à l'avenir.

Au niveau des ressources humaines, la collectivité poursuit ses efforts de rationalisation contrainte de fait par le taux imposé d'évolution à +1,35% qui doit se traduire compte tenu des perspectives d'inflation et d'évolution des charges incompressibles par une baisse des dépenses de fonctionnement.

S'agissant des recettes, la Chambre régionale des comptes a elle-même constaté la stabilité des taux et la dynamique des bases permettant de présenter des ressources fiscales en progression. Néanmoins, les modalités de compensation de la taxe d'habitation et sa dynamique d'évolution introduisent de nouvelles incertitudes.

La dotation forfaitaire poursuit sa baisse mécanique et les évolutions positives de la dotation de solidarité urbaine tendent à se tasser.

C'est dans ce cadre contraint et incertain que la Ville de Belfort poursuit une politique de maîtrise de ses dépenses afin de les mettre en adéquation avec les recettes. L'épargne de la collectivité devrait s'atténuer sous l'effet à la fois d'une baisse mécanique des recettes et de dépenses moins volatiles.

Néanmoins, le plan pluriannuel d'investissement comprenant la poursuite des chantiers en cours (ZAC de l'ancien hôpital, Hôtel du Gouverneur, Clé des Champs, réhabilitation de l'école élémentaire Rucklin) est poursuivi. L'endettement demeure maîtrisé et devrait être stabilisé à hauteur de 70 à 71 millions d'euros.

# SOMMAIRE

|             |                                                                                                |           |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I.</b>   | <b>Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire .....</b>                                 | <b>5</b>  |
| A.          | Rappel des dispositions juridiques.....                                                        | 5         |
| B.          | L'encadrement par la loi de programmation des finances publiques 2018-2020.....                | 5         |
| 1)          | L'objectif individuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.....                  | 5         |
| 2)          | L'objectif individuel d'amélioration du besoin de financement.....                             | 6         |
| 3)          | L'objectif de désendettement.....                                                              | 6         |
| C.          | La négociation du contrat avec l'Etat .....                                                    | 6         |
| <b>II.</b>  | <b>Un contexte économique et financier national et international qui se tend .....</b>         | <b>7</b>  |
| A.          | Situation et perspectives des finances publiques.....                                          | 7         |
| B.          | Projections macro-économiques .....                                                            | 7         |
| C.          | Le projet de loi de finances 2019.....                                                         | 9         |
| D.          | La réforme de la taxe d'habitation : vers une perte progressive de l'autonomie fiscale ? ..... | 9         |
| <b>III.</b> | <b>Evaluation du contexte local et éléments de comparaison .....</b>                           | <b>12</b> |
| A.          | Les ressources humaines : un niveau élevé de service public.....                               | 12        |
| B.          | Une fiscalité stabilisée .....                                                                 | 15        |
| C.          | Une dette saine et maîtrisée .....                                                             | 15        |
| <b>IV.</b>  | <b>Les orientations budgétaires du budget principal.....</b>                                   | <b>19</b> |
| A.          | Une fiscalité maîtrisée mais des ressources limitées .....                                     | 19        |
| 1)          | Les bases de la Taxe d'Habitation .....                                                        | 20        |
| 2)          | Les bases de la Taxe Foncière .....                                                            | 20        |
| 3)          | Les bases de la Taxe sur le Foncier Non Bâti .....                                             | 20        |
| 4)          | Les attributions de compensation. ....                                                         | 21        |
| 5)          | Une dotation globale de fonctionnement en baisse .....                                         | 21        |
| 6)          | Les autres produits.....                                                                       | 24        |
| B.          | Des dépenses de fonctionnement rationalisées.....                                              | 25        |
| 1)          | Un cadre contraignant à respecter : la contractualisation .....                                | 25        |
| 2)          | Une masse salariale maîtrisée .....                                                            | 25        |
| 3)          | Les charges générales .....                                                                    | 27        |
| 4)          | Les contributions et subventions aux associations.....                                         | 27        |
| 5)          | Les charges financières .....                                                                  | 28        |
| C.          | La situation financière projetée et les ratios de la collectivité .....                        | 28        |
| 1)          | Le solde de gestion courante .....                                                             | 28        |
| 2)          | L'épargne .....                                                                                | 29        |
| 3)          | Evolution de l'encours de la dette .....                                                       | 30        |
| D.          | La poursuite des investissements structurants sans alourdissement de la dette .....            | 31        |
| 1)          | Les projets en cours .....                                                                     | 31        |

|                                                                                   |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2) La programmation pluriannuelle des investissements.....                        | 31        |
| <b>V. Les orientations budgétaires du Centre de Formation des Apprentis .....</b> | <b>33</b> |
| 1) Le solde de gestion courante .....                                             | 33        |
| 2) L'épargne .....                                                                | 33        |
| <b>VI. Tableaux annexes .....</b>                                                 | <b>35</b> |
| A. Eléments de macro-économies .....                                              | 35        |
| B. Détail des charges de personnel Ville de Belfort .....                         | 39        |
| C. Détail des charges de personnel du CFA.....                                    | 40        |
| D. Indicateurs de la dette de la Ville de Belfort .....                           | 41        |
| E. Indicateurs de la dette du CFA de la Ville de Belfort .....                    | 42        |

# I. Cadre juridique du débat d'orientation budgétaire

## A. Rappel des dispositions juridiques

Conformément aux dispositions de l'Article L 231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la préparation du Budget Primitif est précédée, pour les communes et établissements publics de plus de 3 500 habitants, d'un Débat d'Orientation Budgétaire.

Ce débat se situe dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Il porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré et répond au besoin d'information du public sur les affaires locales ; il permet aux élus d'exprimer leurs vues sur une politique budgétaire d'ensemble.

La teneur du Débat d'Orientation Budgétaire est retracée dans une délibération de l'assemblée.

Selon les nouvelles dispositions de l'Article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la Loi NOTRe, cette délibération, bien qu'elle se limite à prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire, doit faire l'objet d'un vote du Conseil Municipal.

Le vote du Budget Primitif est prévu le 13 décembre 2018.

## B. L'encadrement par la loi de programmation des finances publiques 2018-2020

L'Article 29 de la LPFP 2018-2022 a énoncé la mise en œuvre de contrat individuel d'objectifs entre l'Etat et les Collectivités locales, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'année 2016 sont supérieures à 60 millions d'euros.

La ville de Belfort présentait en 2016 au compte de gestion du budget principal des dépenses réelles de fonctionnement de 61 M€. Ces contrats portent sur des objectifs individuels de trois natures :

### 1) L'objectif individuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Un taux de base fixé par l'ODEDEL qui limite l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1,2 % par an.

|                                | CA 2017    | BP 2018    | BP 2019    | BP 2020    |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Trajectoire ODEDEL (1,2% / an) | 61 323 701 | 62 059 586 | 62 804 301 | 63 557 952 |

Celui-ci pourra être amendé par un taux plafond individuel propre à chaque collectivité d'évolution des dépenses, fixé par le préfet et qui pourra moduler le taux de base, en fonction des critères fixés par la loi, dans la limite de +/- 0,45 points.

Soit pour la ville de Belfort :

- + 0,15 point au titre de la proportion de la population habitant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (supérieur à 25%).
- + 0,15 point au titre de la variation annuelle moyenne des dépenses réelles de fonctionnement qui doivent être inférieure d'au moins 1,5 point à la variation nationale moyenne entre 2014 et 2016 de la catégorie.
- - 0,15 point au titre de la population qui a baissé de 0,75 % en moyenne par rapport à la variation annuelle moyenne nationale entre 2013 et 2018.

Cet objectif impératif, constitue une contrainte, car il est assorti d'une sanction (reprise sur recettes).

## 2) L'objectif individuel d'amélioration du besoin de financement

L'objectif d'amélioration du besoin de financement individuel (différence entre l'emprunt et le remboursement du capital de la dette) se traduit par une orientation visant, soit à réduire le besoin de financement, soit à augmenter la capacité de financement.

Cet objectif, s'il fait l'objet d'un engagement, demeure une intention, n'étant pas sujet (directement) à sanction. Il n'est pas chiffré par la loi mais négocié entre les parties.

Le respect de cet objectif peut engendrer une bonification de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

## 3) L'objectif de désendettement

L'objectif de désendettement est réservé aux collectivités dont la capacité à rembourser l'intégralité de la dette accumulée dépasse en 2016 un plafond de référence : 12 ans pour le bloc communal.

Cet objectif demeure une intention. La ville de Belfort n'est pas concernée puisque sa capacité de désendettement était de 6 ans en 2016.

## C. La négociation du contrat avec l'Etat

Le Conseil municipal du 28 juin 2018 a approuvé un projet de contrat qui prévoyait de fixer le taux annuel d'évolution des dépenses de fonctionnement à +1,5% dérogeant ainsi au taux moyen national de 1,2%.

La modulation du taux à 1,5% résultait de la prise en compte à la baisse ou à la hausse de spécificités prévues par la loi : évolution de la population et des logements, revenu moyen par habitant, évolution précédente des dépenses de fonctionnement.

En outre, le projet de contrat prévoyait dans son article 5 la prise en compte de la notion de « périmètre constant » corrigée de charges et d'évolution inhérentes à la collectivité : transfert de charges ou mesures nouvelles prises par l'Etat impliquant des dépenses supplémentaires, évolution du contexte économique (inflation, taux d'intérêts), évolution du point d'indice de rémunération des agents de la fonction publique.

Madame la Préfète du Territoire de Belfort n'a pas accepté ces conditions de contractualisation et a notifié à la Ville de Belfort un arrêté fixant le taux d'évolution à 1,35%.

Selon ces nouvelles conditions, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal est ainsi encadrée sur la période 2018-2020.

|                                  | CA 2017    | BP 2018    | BP 2019    | BP 2020    |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Trajectoire ODEDEL ( 1,35% / an) | 61 323 701 | 62 151 571 | 62 990 617 | 63 840 991 |

Au 1er janvier 2018, le budget annexe de la Cuisine Centrale a été absorbé dans le budget principal. Il conviendra que l'Etat tienne compte de ce changement de périmètre budgétaire au moment de l'appréciation des résultats au compte administratif. Ceci aura pour effet de corriger le tableau initial :

|                                  | CA 2017    | BP 2018    | BP 2019    | BP 2020    |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Trajectoire ODEDEL ( 1,35% / an) | 62 644 306 | 63 490 004 | 64 347 119 | 65 215 805 |

## II. Un contexte économique et financier national et international qui se tend

---

### A. Situation et perspectives des finances publiques

(Cour des comptes – juin 2018)

L'année 2017 a été caractérisée par une réduction du déficit budgétaire. Il est descendu sous les 3 points du PIB. Cette évolution s'explique par le dynamisme spontané des prélèvements obligatoires.

La Cour des Comptes relève toutefois dans sa note sur les perspectives des Finances publiques de juin 2018, que cette amélioration n'a pas eu d'impact sur le niveau de la dette ramené au niveau du PIB. Elle souligne aussi que le déficit public effectif et structurel de la France demeure plus important que pour les autres pays européens.

La pérennité des résultats 2017 est conditionnée au maintien du niveau des recettes liées à la dynamique des recettes de TVA et de l'impôt sur les sociétés alors que l'activité économique apparaît moins favorable. En dépense, la réalisation de l'objectif est liée au ralentissement des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la procédure de contractualisation.

Dans cet esprit, la réalisation de la trajectoire 2019-2022 des finances publiques est, selon la Cour des Comptes, incertaine pour plusieurs raisons :

- L'hypothèse de croissance est jugée optimiste car supérieure à la croissance potentielle ;
- Les prévisions sur les prélèvements obligatoires ne prennent en compte que partiellement les mesures annoncées et pas du tout de la suppression de la taxe d'habitation ;
- L'infléchissement de l'évolution des dépenses doit aller au-delà de ce qui est observé sur la longue durée ;

Au final, la Cour des Comptes regrette « une loi de programmation manquant d'innovation en matière de gouvernance »

### B. Projections macro-économiques

(Juin 2018)

La croissance resterait dynamique entre 2018 et 2020. Mais la Banque de France attend durant cette période un niveau inférieur à celui de 2017. Ses composantes reposent sur une progression de la consommation des ménages à partir de 2019. Les dépenses d'investissement connaîtraient un léger tassement. Les exportations seraient portées par la demande mondiale sans pour autant que le commerce extérieur contribue à la croissance de l'économie.

L'inflation poursuivrait sa progression entrevue à partir de 2017. En 2018 et 2019, son niveau est fortement tributaire de l'évolution des prix de l'énergie. En 2020, l'inflation attendue se situerait à 1.8%. Cette fois-ci, elle serait impactée par l'évolution des composants hors énergie et hors alimentation : une baisse significative du chômage pouvant entraîner une hausse des salaires et des prix.

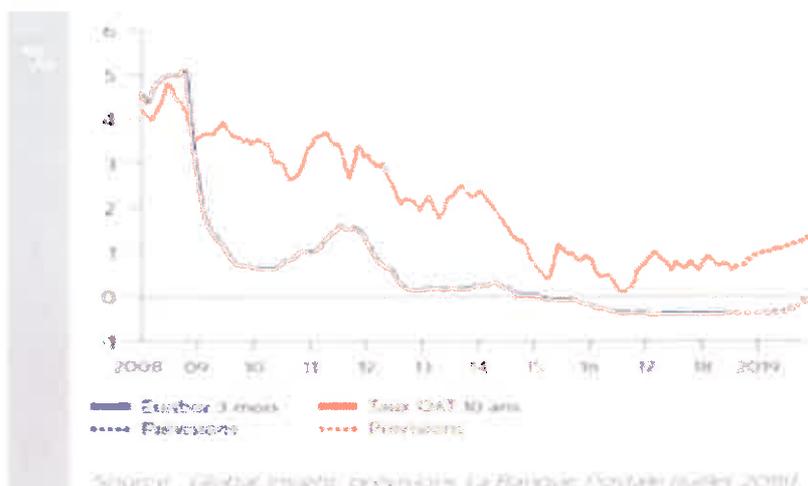
Les taux d'intérêts sont attendus en hausse en 2019 et 2020 avec une tendance plus marquée pour les taux à moyen et long termes. La Banque postale attend fin 2019 un taux de 1.6% pour les OAT 10 ans alors que leur niveau est 0.7% fin 2017. Cette tendance impliquerait un accroissement de la charge de la dette.

|                                               | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-----------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| <b>Inflation</b>                              | 0.3  | 1.2  | 2.0  | 1.5  | 1.8  |
| <b>Inflation hors énergie et alimentation</b> | 0.6  | 0.6  | 1.0  | 1.2  | 1.5  |
| <b>PIB</b>                                    | 1.1  | 2.3  | 1.8  | 1.7  | 1.6  |
| <b>Taux de chômage BIT en %</b>               | 10.1 | 9.4  | 9.1  | 8.8  | 8.3  |

*Projections macroéconomiques de la Banque de France (juin 2018).*

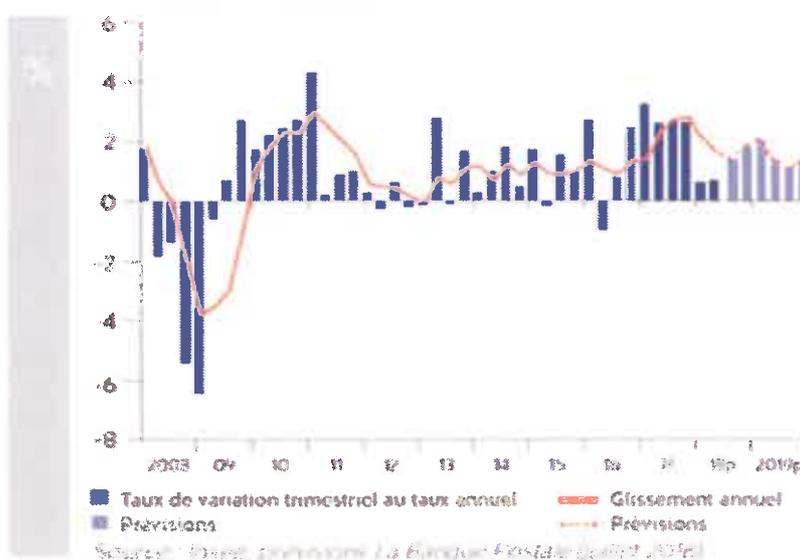
### EVOLUTION DES TAUX D'INTERET EN FRANCE

© La Banque Postale Collectivités Locales



### ÉVOLUTION DU PIB EN FRANCE

© La Banque Postale Collectivités Locales



## C. Le projet de loi de finances 2019

### Remarque liminaire

Vous trouverez ci-dessous les éléments portés à notre connaissance au moment de la rédaction du ROB, alors que les débats parlementaires ne sont pas totalement clos.

L'action du Gouvernement inscrite dans le Projet de loi de finances 2019 (PLF 2019) est axée autour des principes suivants :

- Une croissance du PIB de 1,7 % en 2018 et 2019 contre 2,2 % en 2017.
- Une légère progression du pouvoir d'achat de 1,6 % en 2018 à 1,7 % en 2019.
- Un ralentissement des investissements des entreprises : 5,2 % en 2017 ; 4,6 % en 2018 et 3 % en 2019.
- Une inflation estimée à 1,3 % en 2019 contre 1,6 % en 2018.

Les projections budgétaires affichées dans le PLF 2019 mettent en avant une dette publique qui ne baissera ni en 2018 ni en 2019 par rapport à la situation de 2017. (voir tableau ci-dessous)

Dans les détails, le solde des administrations publiques se dégradera en 2019 de -2,6 % à -2,8 % du PIB ; alors que le solde des collectivités locales se stabilisera en excédent à 0.1 % du PIB et celui des administrations de sécurité sociale s'améliorera de 0,6 % à 0,8 % du PIB.

L'Etat qui a mis la pression sur les collectivités locales à travers la contractualisation sur l'évolution des dépenses de fonctionnement va connaître une dégradation de son solde de -2,8 % du PIB.

Le solde général du budget de l'Etat va se dégrader en 2019 de 13 Mds d'euros par rapport à LFI 2018.

Alors que les recettes vont diminuer de 18,1 Mds d'euros entre l'exécution 2017 et le PLF 2019, les dépenses vont progresser de 8 Mds d'euros sur cette même période. (Voir tableau en annexe). Soit une dégradation du solde général de 31 Mds d'euros.

## D. La réforme de la taxe d'habitation : vers une perte progressive de l'autonomie fiscale ?

La loi de Finances pour 2018 a introduit un nouveau dégrèvement qui se cumule aux abattements, exonérations et dégrèvements existants. Il permet à 80% des foyers d'être dispensés du paiement de la taxe d'habitation au titre de leur résidence principale d'ici 2020. Aujourd'hui en France 18% des foyers sont d'ores et déjà dégrévés pour un montant de 3.7 Md€ (en 2017) pris en charge par l'Etat.

La mise en œuvre de ce dispositif est progressive. En 2018 et 2019, les foyers qui sont situés en dessous du plafond de ressources fixé seront exonérés partiellement :

- De l'ordre de 30% en 2018 ;
- De l'ordre de 65% en 2019 ;

**Barème d'éligibilité au dégrèvement :**

À l'heure actuelle, il est donc prévu qu'un dégrèvement s'applique sur 80% des redevables au niveau national. L'obtention de ce résultat passe par un barème d'éligibilité :

- Pour la première part : RFR < 27 000 €,
- Pour chacune des deux demi-parts suivantes : + 9 000 €,
- Pour chaque demi-part suivante : + 6 000 €.

Ces montants s'approchent du seuil d'éligibilité de l'actuel plafonnement TH (1414 A du CGI), comme le démontre le tableau suivant :

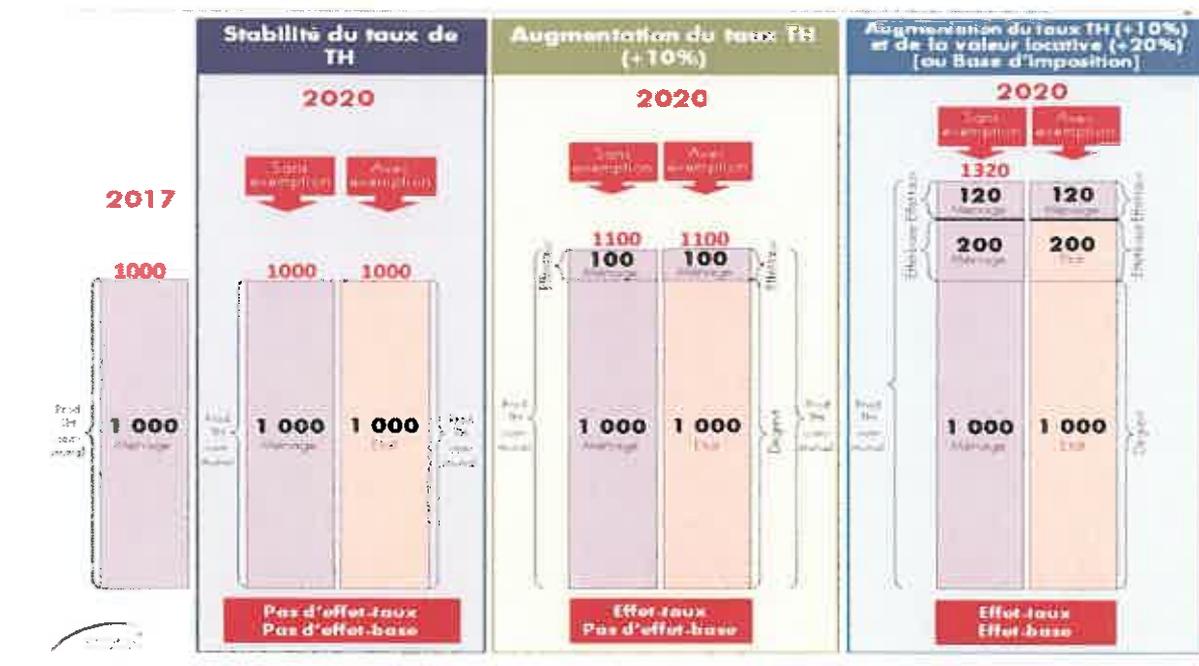
| Nombre de parts | Exemple de composition du foyer fiscal    | Seuil de plafonnement 2017 (Métropole) | Seuil de dégrèvement total (PSF pour 2018) | Écart        |
|-----------------|-------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------|--------------|
| 1               | Personne isolée                           | 25 150 €                               | 27 000 €                                   | 1 820 € 7%   |
| 1,5             | Personne isolée + 1 enfant                | 31 063 €                               | 35 000 €                                   | 3 937 € 13%  |
| 2               | Couple                                    | 35 694 €                               | 43 000 €                                   | 7 306 € 20%  |
| 2,5             | Couple + 1 enfant                         | 40 325 €                               | 49 000 €                                   | 8 675 € 22%  |
| 3               | Couple + 2 enfants                        | 44 956 €                               | 55 000 €                                   | 10 044 € 22% |
| 3,5             | Couple + 3 enfants (dont 1 en alternance) | 49 587 €                               | 61 000 €                                   | 11 413 € 23% |
| 4               | Couple + 3 enfants                        | 54 218 €                               | 67 000 €                                   | 12 782 € 24% |

Il est donc possible d'affirmer que tous les contribuables plafonnés seront éligibles au dégrèvement, mais pas seulement ! L'écart entre les deux barèmes est néanmoins substantiel et vous constaterez que la proportion de plafonnés (et d'exonérés) se rapproche rarement de 80% de vos redevables.

Avant réforme, la proportion des foyers fiscaux exonérés de la taxe d'habitation est de 25.5% à Belfort (18% au niveau national). Après réforme, elle passera à 85.2% (78% au niveau national).

L'Etat prend en charge les dégrèvements dans la limite des taux en vigueur pour les impositions de 2017. Cela signifie que le montant du dégrèvement reste figé aux taux de référence votés par les collectivités pour 2017. Pour l'année 2020, le montant de ce dégrèvement est estimé à 3Md€. Il sera de 6.6 Md€ en 2019 et de 10.1 Md€ en 2020, c'est-à-dire lorsque la réforme aura pris son plein effet.

Durant la période transitoire (2018-2020), ce dégrèvement s'ajoutera aux abattements, dégrèvements et exonérations existants, mais il sera calculé en dernier lieu par les services de la DGFIP, afin de ne pas pénaliser certains ménages qui bénéficient déjà de dégrèvements ou exonérations à 100% en raison de leur situation spécifique.



## Exemple :

Contribuable payant 1 000 € en 2017 et rentrant dans les critères d'éligibilité au dégrèvement. Une augmentation du taux de +10% provoque une hausse de 100 € pour le contribuable en 2020.

Une revalorisation de 20% de la Valeur locative (de la base d'imposition) provoque une hausse de 200€ de la cotisation prise en charge par l'Etat.

Bien que le « dégrèvement Macron » ait été pensé pour garantir une neutralité des ressources pour les collectivités, le projet de loi de finances apporte des éléments laissant présager une recentralisation (une réforme plus en profondeur) de la fiscalité locale à plus long terme.

Il est en effet mentionné « qu'un mécanisme de limitation des hausses de taux décidées ultérieurement par les collectivités et de prise en charge de leurs conséquences, de manière à garantir un dégrèvement complet, en 2020, pour les foyers concernés, sera discuté dans le cadre de la conférence nationale des territoires ».

De plus, le projet de loi de finances 2018 ne fait référence à aucun moment à la révision des valeurs locatives des locaux d'habitations, en dépit des résultats concluants de l'expérimentation diffusés au printemps 2017.

Entre la perspective d'un encadrement strict de la modification des taux et abattements taxe d'habitation et un dynamisme des bases porté uniquement par la revalorisation forfaitaire, la taxe d'habitation pourrait bien devenir le parent pauvre de la fiscalité locale.

### III. Evaluation du contexte local et éléments de comparaison

#### A. Les ressources humaines : un niveau élevé de service public

Au titre du budget principal, le ratio de dépenses de personnel en comparaison du nombre d'habitants de la commune témoigne d'un niveau plus faible que la moyenne de la strate. Ce constat est à moduler en fonction de la part des dépenses rapportées au total des recettes réelles de fonctionnement. Avec 51% de ses dépenses consacrées aux ressources humaines, la Ville de Belfort assume finalement un effort au-dessus de la moyenne.

Données 2018

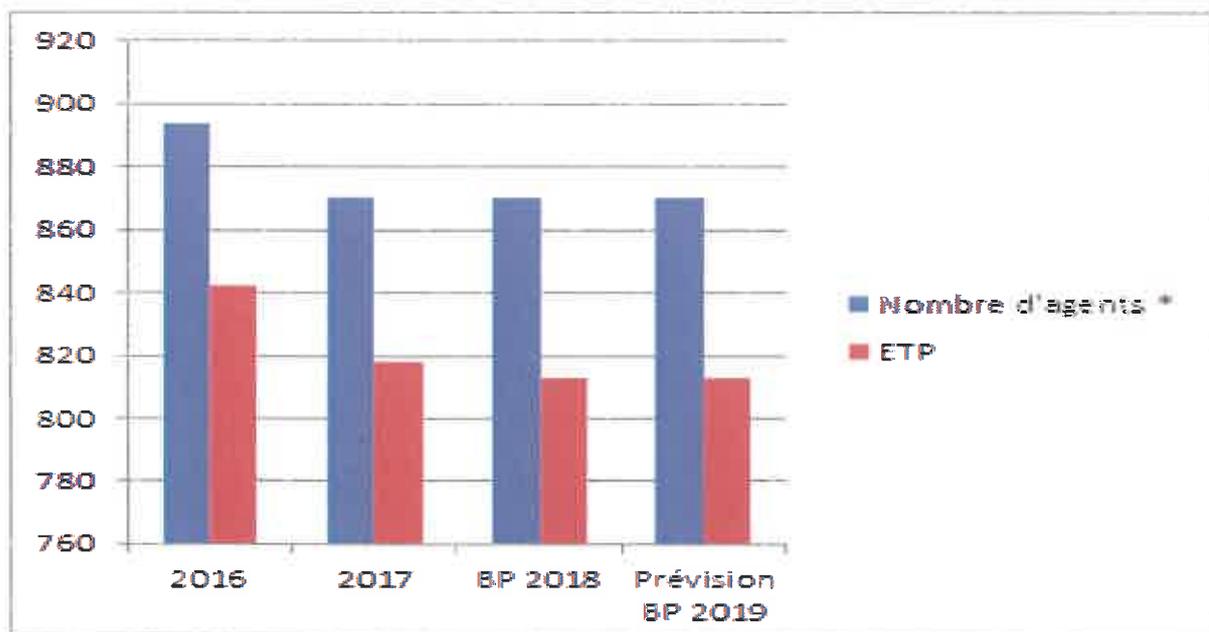
|                                    | BELFORT | Taux moyen de la strate de Belfort | MONTBELLIARD | BESANCON | DIJON | MULHOUSE | COLMAR | EPINAL | NANCY | METZ  |
|------------------------------------|---------|------------------------------------|--------------|----------|-------|----------|--------|--------|-------|-------|
| Dépenses de personnel              | 723     | 828                                | 789          | 827      | 878   | 1.177    | 902    | 758    | 843   | 720   |
| Recettes réelles de fonctionnement | 1.118   | 1.712                              | 1.388        | 1.483    | 1.483 | 1.420    | 1.898  | 1.835  | 1.293 | 1.300 |
| Taux                               | 64%     | 48%                                | 57%          | 55%      | 59%   | 82%      | 47%    | 41%    | 65%   | 55%   |

Malgré ce taux élevé, l'évolution du nombre d'agents est en diminution rendu nécessaire par la maîtrise des dépenses de fonctionnement à mettre en adéquation avec l'évolution des recettes et la baisse des dotations. Les prévisions d'évolution affichent une stabilité des effectifs : la poursuite de la maîtrise salariale demeure une priorité et chaque départ est examiné de manière à être optimisé.

La gestion des emplois est toutefois rendue difficile par l'impossibilité de prévoir avec précision les départs en retraite qui restent une démarche individuelle de l'agent.

#### Evolution du nombre d'agents

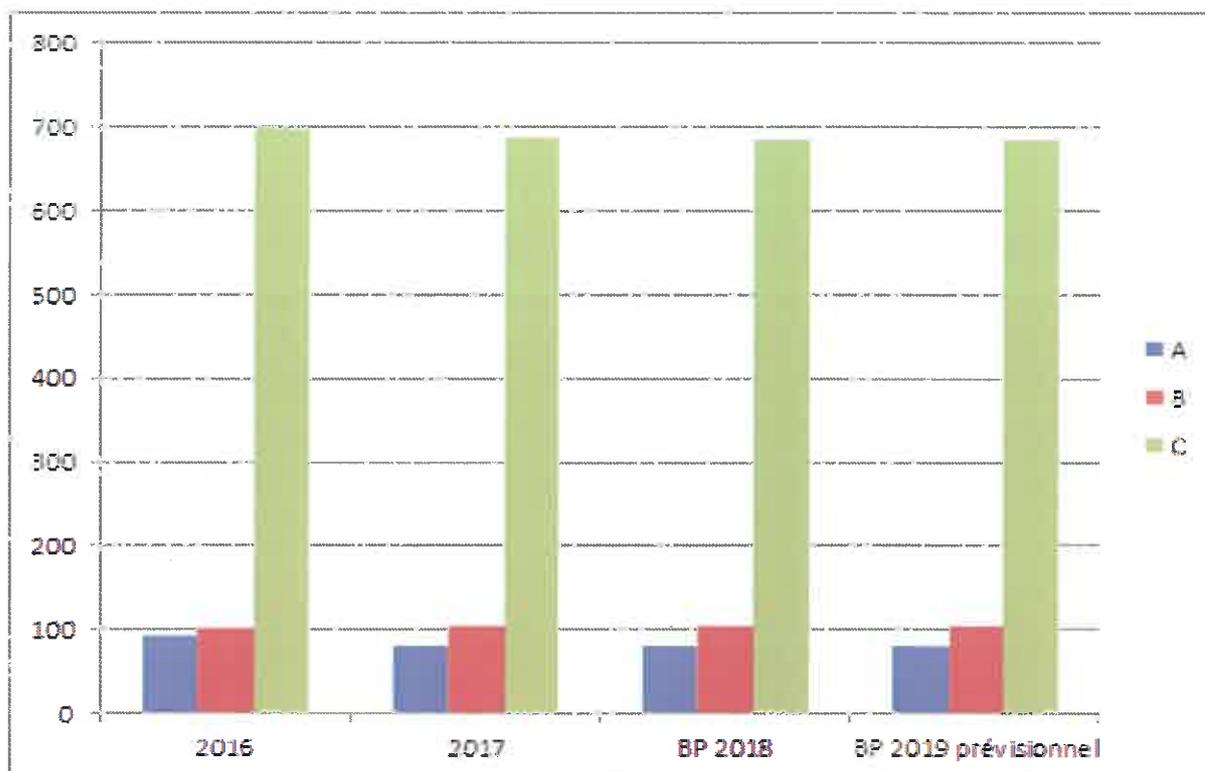
|                   | CA 2016 | CA 2017 | BP 2018 | Prévision BP 2019 |
|-------------------|---------|---------|---------|-------------------|
| Nombre d'agents * | 894     | 870     | 870     | 870               |
| ETP               | 842     | 818     | 813     | 813               |



L'évolution par catégorie d'agents témoigne d'un effort important de non remplacement des départs sur les cadres A, catégorie en baisse de 10%. Les agents de catégorie C sont en baisse de 2%. Les catégories intermédiaires stabilisées.

#### Structure par catégories

|              | 2016       | 2017       | BP 2018    | BP 2019 prévisionnel |
|--------------|------------|------------|------------|----------------------|
| <b>A</b>     | 92         | 80         | 81         | 81                   |
| <b>B</b>     | 102        | 103        | 103        | 103                  |
| <b>C</b>     | 700        | 687        | 686        | 686                  |
| <b>Total</b> | <b>894</b> | <b>870</b> | <b>870</b> | <b>870</b>           |



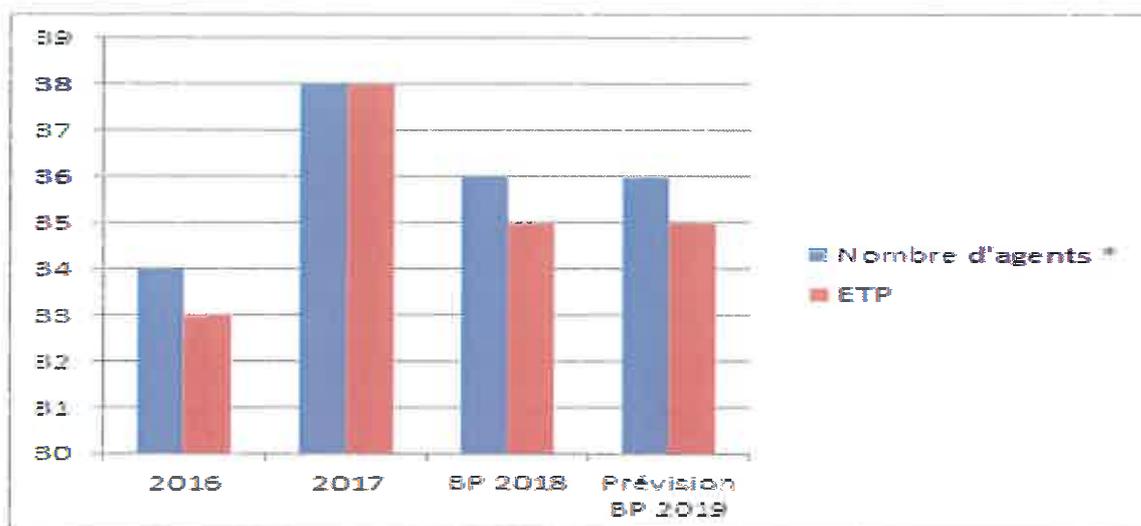
#### Avantages en nature

|              |                 |
|--------------|-----------------|
| Logements    | 9 732 €         |
| Véhicules    | 11 780 €        |
| Autres       | 0 €             |
| <b>Total</b> | <b>21 512 €</b> |

## Le CFA

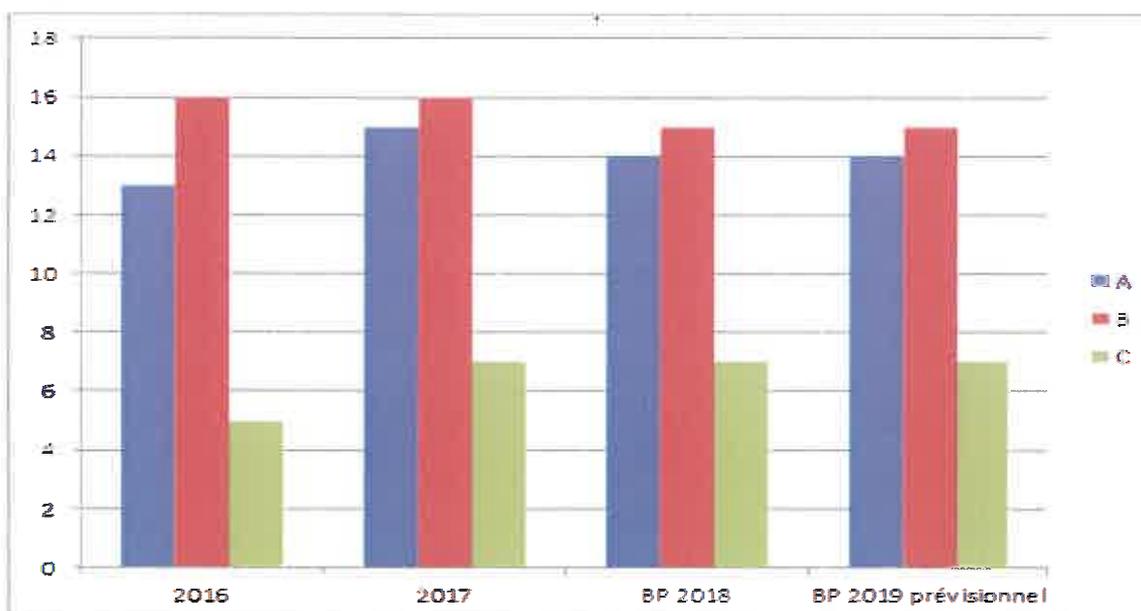
### Evolution du nombre d'agents

|                   | 2016 | 2017 | BP 2018 | Prévision BP 2019 |
|-------------------|------|------|---------|-------------------|
| Nombre d'agents * | 34   | 38   | 36      | 36                |
| ETP               | 33   | 39   | 35      | 35                |



### Evolution du nombre d'agents

|       | 2016 | 2017 | BP 2018 | BP 2019 prévisionnel |
|-------|------|------|---------|----------------------|
| A     | 13   | 15   | 14      | 14                   |
| B     | 16   | 16   | 15      | 15                   |
| C     | 5    | 7    | 7       | 7                    |
| Total | 34   | 38   | 36      | 36                   |



### Avantages en nature

|           |     |
|-----------|-----|
| Logements | 0 € |
| Véhicules | 0 € |
| Autres    | 0 € |
| Total     | 0 € |

## B. Une fiscalité stabilisée

Comme l'a souligné la Chambre régionale des comptes dans son rapport rendu public en septembre 2018, les ressources fiscales propres de la Ville de Belfort progressent sur la période d'observation mettant en exergue la bonne tenue de l'assiette des impôts locaux puisque c'est le dynamisme des bases qui explique la croissance de la recette.

Toutefois, il convient de noter que l'écart entre le produit fiscal par habitant et celui de la strate de référence se creuse régulièrement. Comme le note la Chambre, il passe de 108 € par habitant en 2011 à 159 € par habitant en 2015. Cette différence s'explique par la stabilité des taux et dans le potentiel fiscal, « relativement faible », de la commune.

Les tableaux ci-dessous apportent des éléments d'appréciation au regard de la moyenne de la strate et des villes voisines.

La Ville de Belfort affiche un taux de taxe d'habitation modéré (presque 4 points en dessous de la moyenne de la strate) couplé à un produit 40% plus faible que la moyenne.

Le taux de taxe foncière à 19% peut lui aussi être considéré comme modéré et son produit est également bien en deçà de la moyenne de la strate.

données 2015

|                       | BELFORT | Taux moyen de la strate de Belfort | MONTBELIARD | BESANCON | DUON   | MULHOUSE | COLMAR | SPINAL | NANCY  | METZ   |
|-----------------------|---------|------------------------------------|-------------|----------|--------|----------|--------|--------|--------|--------|
| TAXE HABITATION       | 16,90%  | 20,59%                             | 14,90%      | 22,28%   | 23,89% | 21,93%   | 18,15% | 19,54% | 11,42% | 18,09% |
| TAXE FONCIER BÂTI     | 19,00%  | 20,89%                             | 22,22%      | 25,54%   | 29,28% | 27,84%   | 19,53% | 25,27% | 27,44% | 17,21% |
| TAXE FONCIER NON BÂTI | 82,85%  | 37,11%                             | 29,78%      | 26,37%   | 92,79% | 112,51%  | 54,93% | 39,98% | 17,51% | 70,55% |

données 2016

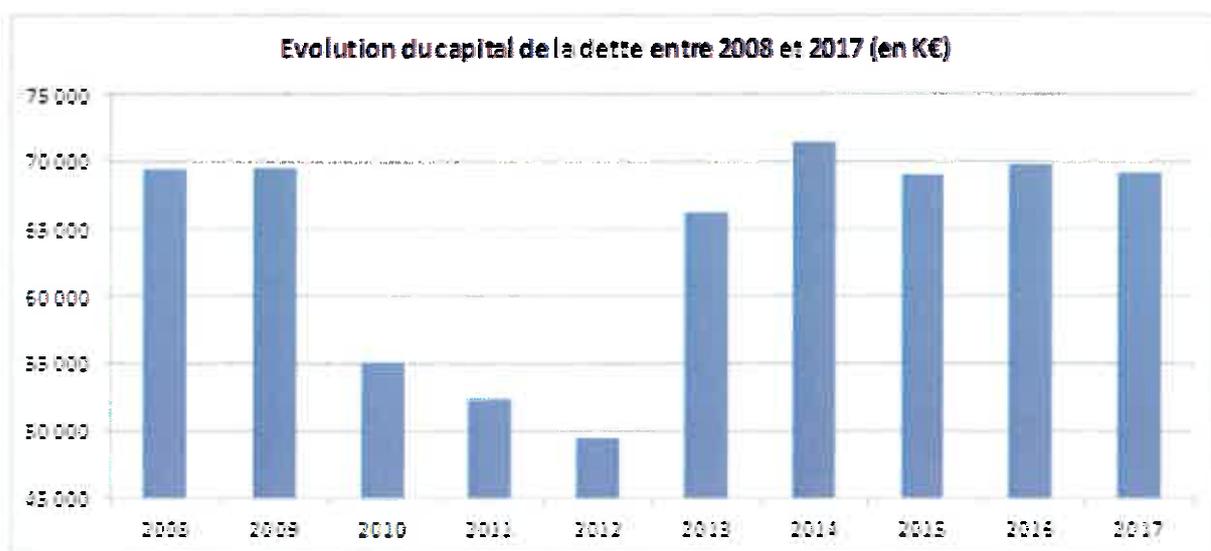
|                       | BELFORT | Taux moyen de la strate de Belfort | MONTBELIARD | BESANCON | DUON | MULHOUSE | COLMAR | SPINAL | NANCY | METZ |
|-----------------------|---------|------------------------------------|-------------|----------|------|----------|--------|--------|-------|------|
| TAXE HABITATION       | 155     | 303                                | 129         | 332      | 255  | 106      | 175    | 119    | 213   | 240  |
| TAXE FONCIER BÂTI     | 239     | 327                                | 334         | 353      | 323  | 266      | 247    | 303    | 190   | 230  |
| TAXE FONCIER NON BÂTI | 3       | 3                                  | 1           | 1        | 2    | 2        | 5      | 2      | 0     | 1    |
|                       | 327     | 533                                | 424         | 685      | 580  | 372      | 427    | 324    | 403   | 371  |

## C. Une dette saine et maîtrisée

données 2016

|                                  | BELFORT | donnée moyenne de la strate de Belfort | MONTBELIARD | BESANCON | DUON  | MULHOUSE | COLMAR | SPINAL | NANCY | METZ |
|----------------------------------|---------|----------------------------------------|-------------|----------|-------|----------|--------|--------|-------|------|
| endettement par habitant         | 1 389   | 1 408                                  | 1 268       | 1 715    | 1 085 | 1 904    | 1 065  | 1 534  | 989   | 428  |
| annuité de la dette par habitant | 159     | 206                                    | 217         | 192      | 276   | 223      | 125    | 176    | 115   | 84   |

Le capital restant dû est de 69 471 966€. Au taux moyen annuel de 1,85%, la durée de vie résiduelle est de 11 ans et 9 mois, la durée de vie moyenne de 6 ans et 5 mois.

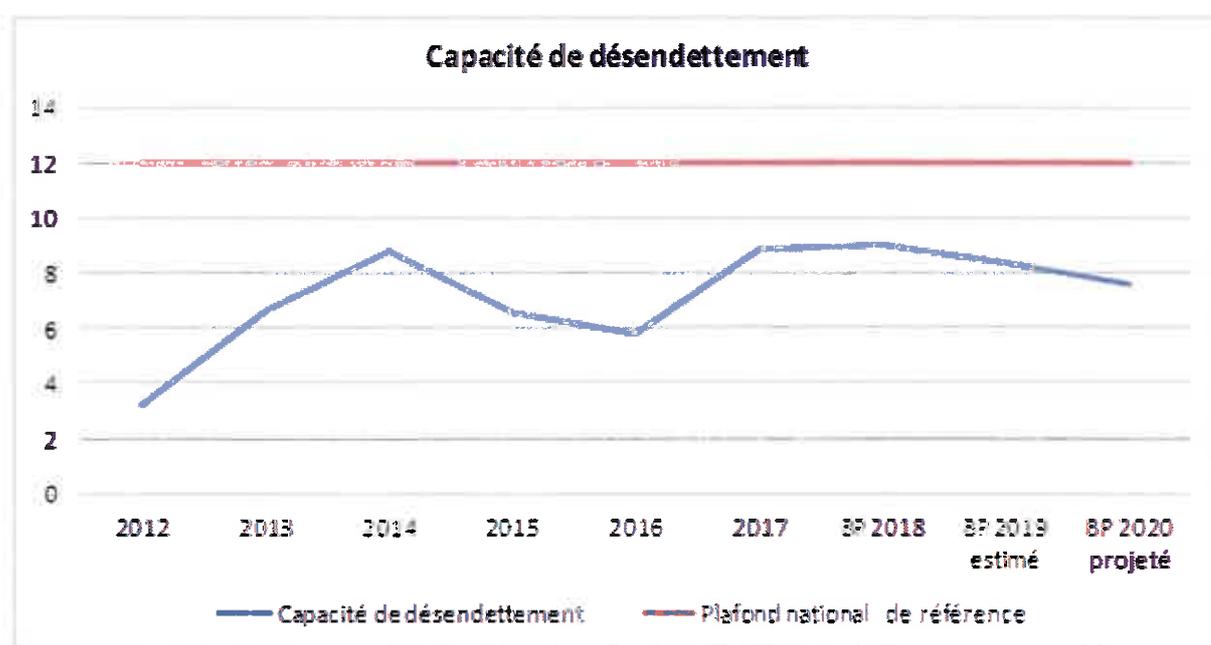


#### La dette selon la charte de bonne conduite GISSLER

Les produits financiers proposés aux collectivités locales n'ont pas tous le même degré de complexité et les risques pour l'emprunteur ne sont pas de même ampleur (notamment pour les emprunts dits toxiques).

Aussi la charte de bonne conduite GISSLER permet de classer les prêts en fonction des risques supportés par les collectivités selon la typologie suivante :

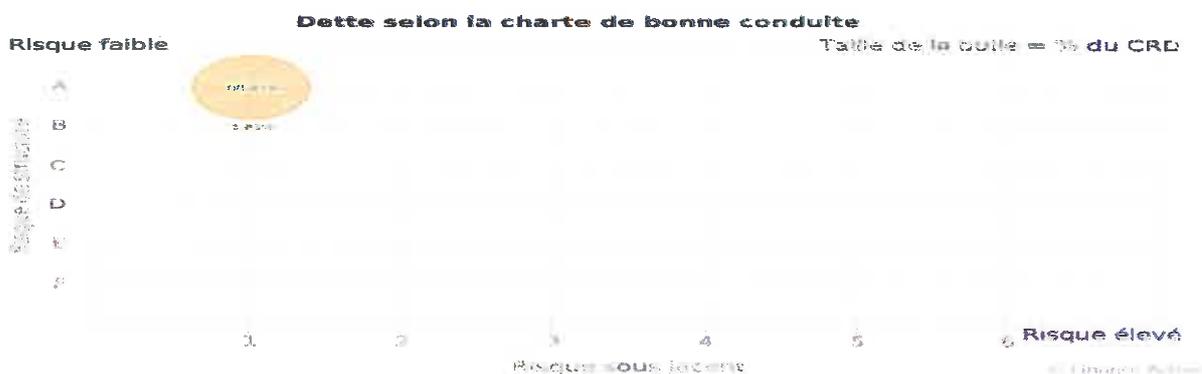
- La dette de la ville de Belfort étant classée en indice 1A (en haut à gauche du graphique) signifie que 98,94 % de sa dette ne subira aucun risque de taux.
- 1 seul emprunt est classé en risque 1B (risque très limité pour la collectivité puisqu'il est à taux fixe sauf si l'Euribor dépasse les 6 % ; alors son nouveau taux sera de Euribor + 0,05% ; l'Euribor à ce jour est négatif et le capital restant dû est faible).



### Tableaux des risques

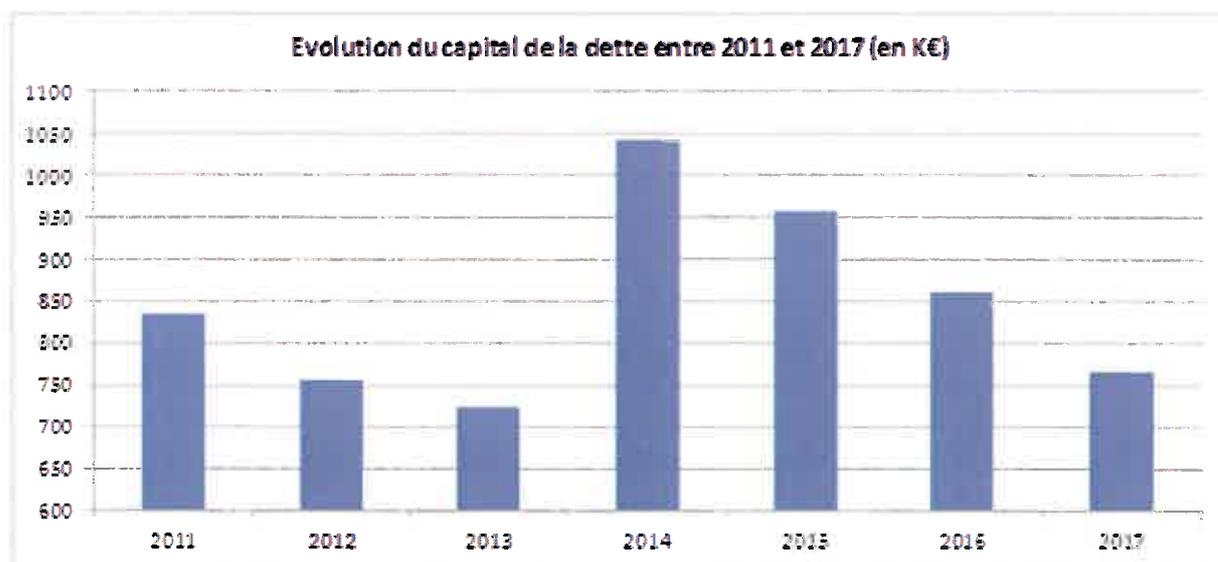
| Indices sous-jacents |                                                                                |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| 1                    | Indices zone euro                                                              |
| 2                    | Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices  |
| 3                    | Écarts d'indices zone euro                                                     |
| 4                    | Indices hors zone euro. Écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro |
| 5                    | Écart d'indices hors zone euro                                                 |

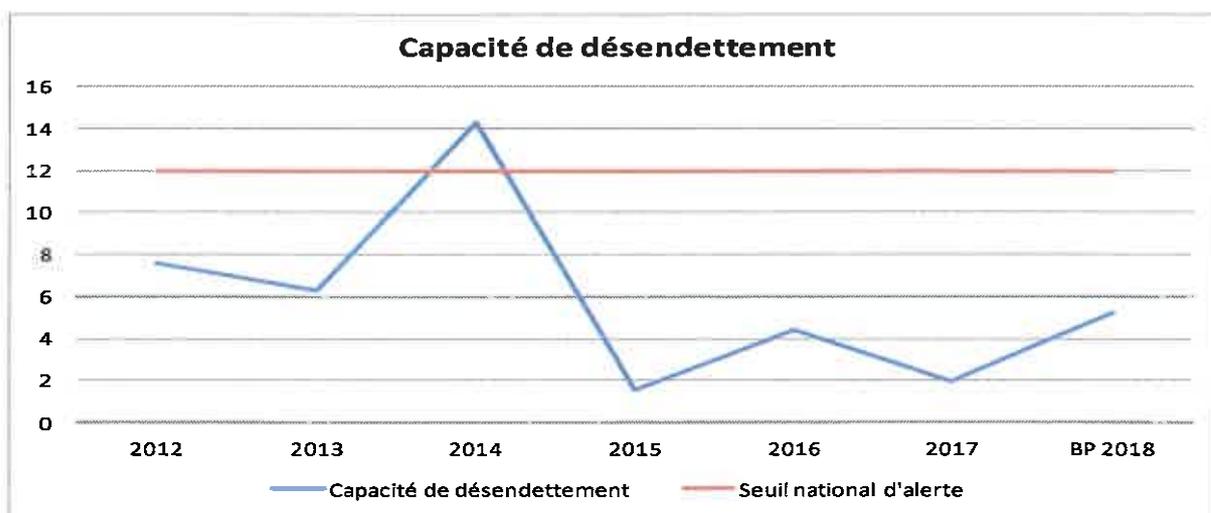
| Structures |                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A          | Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) |
| B          | Barrière simple. Pas d'effet de levier                                                                                                                                                                                               |
| C          | Option d'échange (swaption)                                                                                                                                                                                                          |
| D          | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé                                                                                                                                                                             |
| E          | Multiplicateur jusqu'à 5                                                                                                                                                                                                             |



### Situation du CFA

Le capital restant dû est de 766 703 €. Au taux moyen annuel de 2,36%, la durée de vie résiduelle est de 9 ans et 6 mois, la durée de vie moyenne de 5 ans et 2 mois.





## La dette selon la charte de bonne conduite GISSLER

Les produits financiers proposés aux collectivités locales n'ont pas tous le même degré de complexité et les risques pour l'emprunteur ne sont pas de même ampleur (notamment pour les emprunts dits toxiques).

Aussi la charte de bonne conduite GISSLER permet de classer les prêts en fonction des risques supportés par les collectivités selon la typologie suivante :

La dette du CFA de Belfort étant classée en indice 1A (en haut à gauche du graphique) signifie que 100 % de sa dette ne subiront aucun risque de taux.

Tableaux des risques

| Indices sous-jacents |                                                                                | Structures |                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1                    | Indices zone euro                                                              | A          | Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor) |
| 2                    | Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices  | B          | Barrière simple. Pas d'effet de levier                                                                                                                                                                                              |
| 3                    | Écarts d'indices zone euro                                                     | C          | Option d'échange (swaption)                                                                                                                                                                                                         |
| 4                    | Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | D          | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé                                                                                                                                                                            |
| 5                    | Ecart d'indices hors zone euro                                                 | E          | Multiplicateur jusqu'à 5                                                                                                                                                                                                            |



## IV. Les orientations budgétaires du budget principal

### A. Une fiscalité maîtrisée mais des ressources limitées

L'évolution des bases fiscales 2019 est basée sur une prospective prudente. Le ralentissement, voire la baisse des variations physiques des bases, conduit la Ville à s'appuyer uniquement sur l'évolution nominale. Les incertitudes sur les compensations à la suppression de la taxe d'habitation et sa dynamique d'évolution pèsent sur les capacités à se projeter.

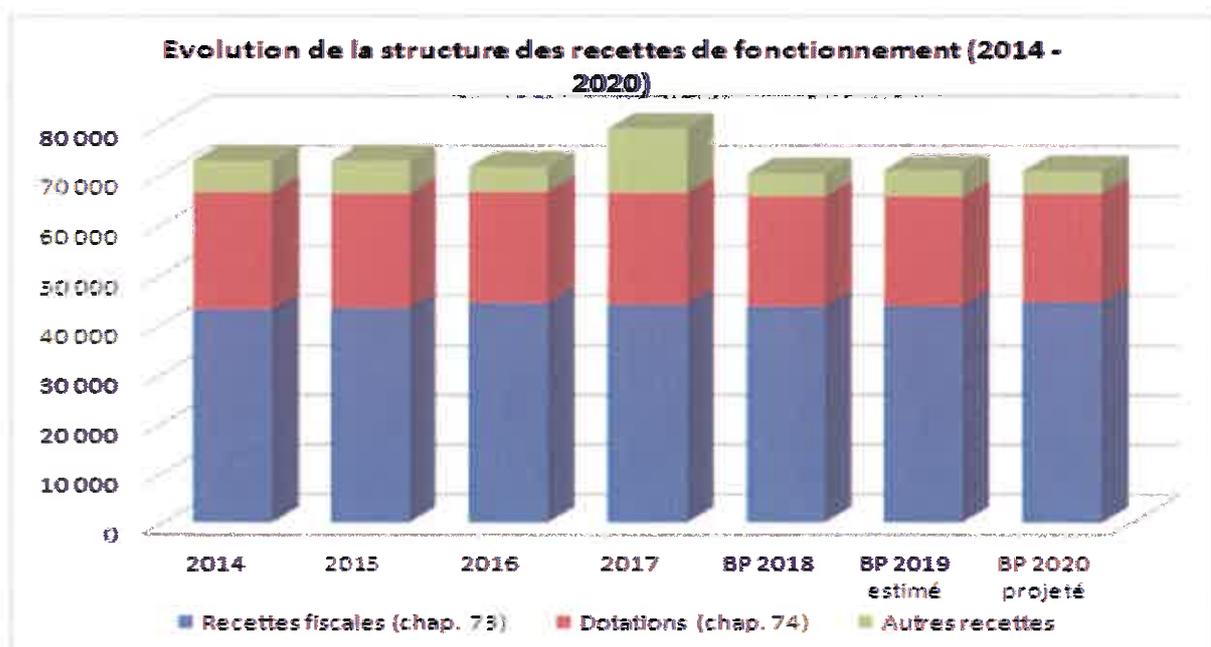
Les taux de fiscalité directe locale sont stables depuis 2005. Malgré un contexte financier extrêmement tendu depuis 2014, l'objectif affiché par l'équipe municipale est conservé.

|                                   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux Taxe d'Habitation            | 16,80% | 16,80% | 16,80% | 16,80% | 16,80% | 16,80% | 16,80% |
| Taux Taxe Foncière                | 19%    | 19%    | 19%    | 19%    | 19%    | 19%    | 19%    |
| Taux Taxe Sur le Foncier Non Bâti | 82,83% | 82,83% | 82,83% | 82,83% | 82,83% | 82,83% | 82,83% |

Pour 2019, les taux de fiscalité directe locale seront maintenus au même niveau que les années précédentes.

Les dotations continuent de décroître sous l'effet d'une baisse de la dotation forfaitaire et d'une évolution moins dynamique de la dotation de solidarité urbaine comparé aux précédentes années.

|                                         | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | BP 2018       | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|--------------------|
| Recettes fiscales (chap. 73)            | 43 500        | 45 014        | 42 953        | 43 705        | 44 193        | 43 855        | 43 435        | 43 510            | 44 380             |
| Dotations (chap. 74)                    | 22 649        | 23 340        | 21 521        | 20 012        | 22 510        | 23 499        | 23 185        | 22 697            | 21 900             |
| Autres recettes                         | 8 573         | 6 703         | 6 205         | 6 203         | 4 885         | 12 821        | 4 562         | 5 173             | 4 771              |
| <b>Recette réelle de fonctionnement</b> | <b>74 722</b> | <b>75 057</b> | <b>70 679</b> | <b>70 020</b> | <b>71 588</b> | <b>79 175</b> | <b>71 282</b> | <b>71 380</b>     | <b>71 051</b>      |



## 1) Les bases de la Taxe d'Habitation

*Variation globale, physique et nominale de la base d'imposition de Taxe d'Habitation entre 2014 et 2017 à BELFORT*

|                        | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | Progression moyenne |
|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>Base nette</b>      | <b>58 033 689</b> | <b>59 739 111</b> | <b>58 190 414</b> | <b>57 268 832</b> | <b>-254 952</b>     |
| Variation globale en % | -0,44%            | 2,94%             | -2,59%            | -1,58%            | -0,42%              |
| Variation nominale     | 0,90%             | 0,90%             | 1,00%             | 0,40%             | 0,80%               |
| Variation physique *   | -1,34%            | 2,04%             | -3,59%            | -1,98%            | -1,22%              |

Les bases de TH diminuent en 2014, 2016 et 2017. Ces baisses correspondent aux augmentations du nombre d'exonérations appliquées par l'Etat et notamment à la mise en place du dispositif dit « vieux parents ».

En 2017, la baisse des bases constatée est imputable à l'amendement 1-368 au PLF pour 2018 adopté le 19 octobre 2017. Cet amendement propose, au titre de l'année 2017, de maintenir l'exonération de la taxe d'habitation relative à l'habitation principale, en faveur de foyers qui auraient dû, en 2017, sortir progressivement de l'exonération.

## 2) Les bases de la Taxe Foncière

*Variation globale, physique et nominale de la base d'imposition de Taxe Foncière bâtie entre 2014 et 2017 à BELFORT*

|                        | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | Progression moyenne |
|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| <b>Base nette</b>      | <b>59 563 823</b> | <b>60 873 947</b> | <b>62 165 590</b> | <b>62 879 067</b> | <b>1 105 081</b>    |
| Variation globale en % | 5,24%             | 2,20%             | 2,12%             | 1,15%             | 2,68%               |
| Variation nominale     | 0,90%             | 0,90%             | 1,00%             | 0,40%             | 0,80%               |
| Variation physique *   | 4,34%             | 1,30%             | 1,12%             | 0,75%             | 1,88%               |

## 3) Les bases de la Taxe sur le Foncier Non Bâti

*Variation globale, physique et nominale de la base d'imposition de TF Non Bâtie entre 2014 et 2017 à BELFORT*

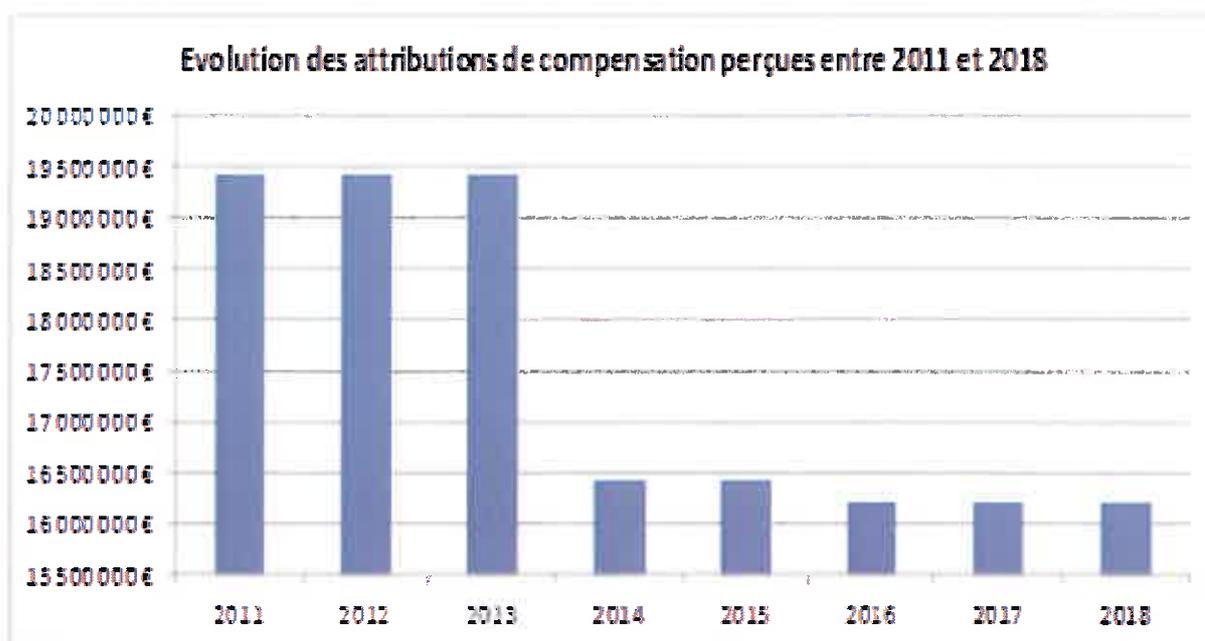
|                        | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | Progression moyenne |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| <b>Base nette</b>      | <b>137 019</b> | <b>130 017</b> | <b>112 984</b> | <b>146 625</b> | <b>-2 447</b>       |
| Variation globale en % | -12,40%        | -5,11%         | -13,10%        | 29,78%         | -0,21%              |
| Variation nominale     | 0,90%          | 0,90%          | 1,00%          | 0,40%          | 0,80%               |
| Variation physique *   | -13,30%        | -6,01%         | -14,10%        | 29,38%         | -1,01%              |

Pour 2019, les prévisions de recettes fiscales sont basées sur une revalorisation des bases de 1.2% et une évolution des bases physiques stable.

|                                             | CA 2014             | CA 2015             | CA 2016             | CA 2017             | BP 2018             | BP 2019             |
|---------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>73111-TOTAL FISCALITE</b>                | <b>21 591 727 €</b> | <b>22 098 391 €</b> | <b>22 108 231 €</b> | <b>22 025 750 €</b> | <b>22 365 000 €</b> | <b>22 850 000 €</b> |
| Taxe d'Habitation                           | 9 749 661 €         | 10 036 170 €        | 9 775 989 €         | 9 621 163 €         | 9 967 709 €         | 10 090 000 €        |
| Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants | 249 563 €           | 223 018 €           | 262 390 €           | 269 128 €           | 220 000 €           | 230 000 €           |
| Taxe Foncière                               | 11 317 126 €        | 11 566 050 €        | 11 811 462 €        | 11 947 689 €        | 12 081 670 €        | 12 230 000 €        |
| Taxe sur le Foncier Non Bâti                | 113 493 €           | 107 693 €           | 93 585 €            | 121 449 €           | 95 621 €            | 100 000 €           |
| Rôles supplémentaires/Complémentaires       | 261 884 €           | 165 460 €           | 164 805 €           | 66 321 €            |                     |                     |

#### 4) Les attributions de compensation.

Le mécanisme des attributions de compensation a été créé par la loi du 6 février 1992. Il a pour but de garantir la neutralité des transferts de ressources opérés lors de l'option pour le régime de la fiscalité professionnelle unique et lors de chaque transfert de compétence entre un EPCI et ses membres. L'ensemble des procédures est défini aux IV et V de l'article 1069 nonies C du code général des impôts.



Un montant de 16 200 283 euros a été attribué à la ville de Belfort au titre des transferts de charges. Le montant était initialement de 19 414 209 euros. Il a été réduit de 3 millions d'euros par la délibération du 11 décembre 2014 en contrepartie d'une réduction du versement de la participation de la ville au fonctionnement des services communs avec la communauté d'agglomération.

En 2016, le montant a été ajusté à la baisse pour 213 926 euros suite au transfert de la gestion du stade Serzian à la CAB (délibération du 24 mars 2016). Ce montant ne devrait pas évoluer.

#### 5) Une dotation globale de fonctionnement en baisse

##### La dotation globale de fonctionnement forfaitaire

De 12,9 M€ en 2008, la Dotation forfaitaire a chuté à 7,6 M€ en 2018. A compter de 2014, le Gouvernement a mis en place une contribution exceptionnelle au titre du redressement des finances publiques. En cumulé, cette contribution témoigne d'une perte de recettes de 9,6 M€.

|                                                              | 2014      | 2015        | 2016        | 2017        |                                  |
|--------------------------------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|----------------------------------|
| Contribution au redressement des Finances Publiques annuelle | 560 136 € | 1 369 861 € | 1 343 861 € | 661 861 €   |                                  |
| <i>en effet cumulé</i>                                       |           | 560 136 €   | 560 136 €   | 560 136 €   |                                  |
|                                                              |           |             | 1 369 861 € | 1 369 861 € |                                  |
|                                                              |           |             |             | 1 343 861 € |                                  |
|                                                              | 560 136 € | 1 829 997 € | 3 273 858 € | 3 225 719 € | 9 659 710 € (total effet cumulé) |

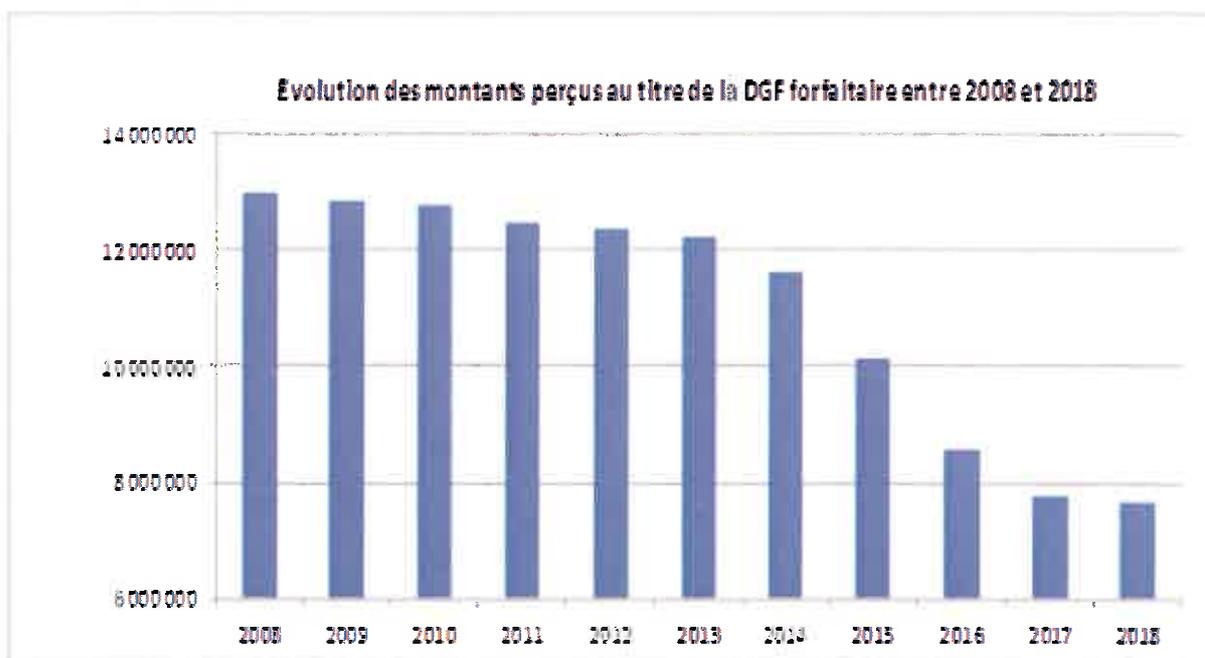
La dotation forfaitaire des communes, composante de la dotation globale de fonctionnement (DGF), est la principale dotation versée par l'Etat aux collectivités locales.

Une réforme du calcul de la DGF a été initiée par la loi de finances pour 2015. Elle est décrite au III de l'article L.2334-7 du code général des collectivités.

Le calcul de la dotation forfaitaire repose sur les données suivantes :

- La Dotation Forfaitaire notifiée en N-1.
- Une actualisation calculée en fonction de l'évolution de la population DGF.
- Un écrêtement afin de financer la péréquation et les emplois internes : un montant est prélevé si le potentiel fiscal de la commune dépasse un certain seuil.

En 2018, le dispositif de la contribution au redressement des finances publiques a été modifié. Désormais, le prélèvement sur fiscalité opéré en 2017 est reconduit chaque année à compter de 2018.

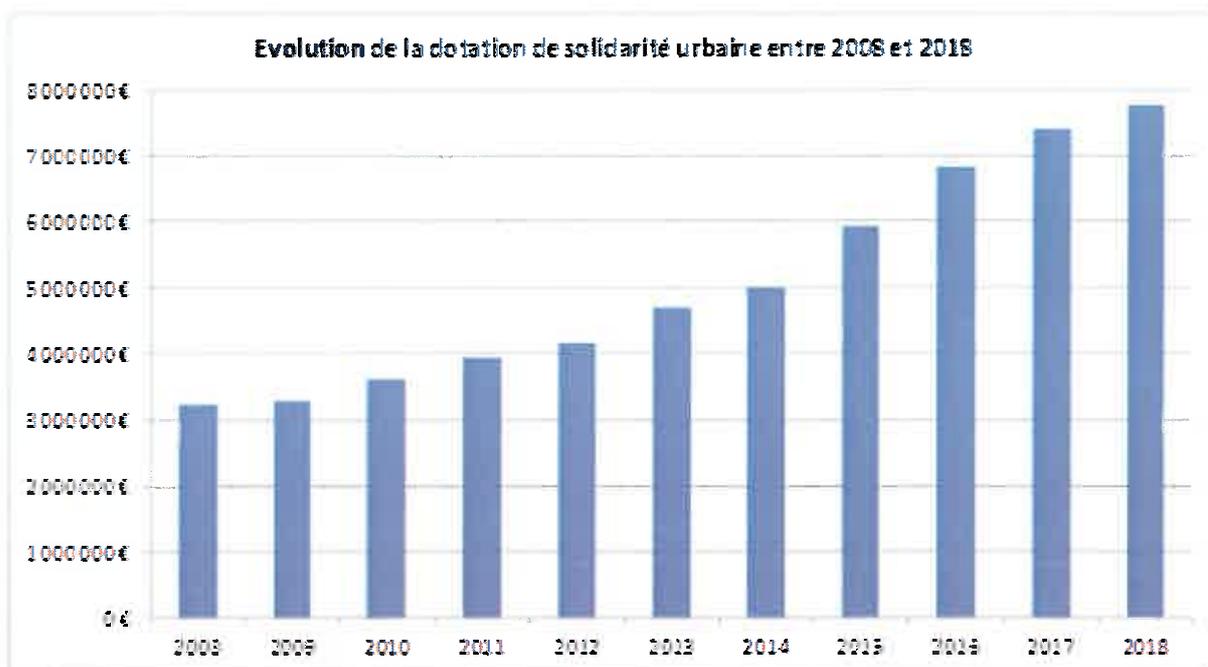


La Ville de Belfort est fortement pénalisée dans le calcul de la dotation forfaitaire :

- Par la diminution de sa population : comme de nombreuses villes-centres, la Ville de Belfort constate que la structure de sa population évolue par un plus faible nombre moyen de personnes par logement entraînant mécaniquement une baisse de la population totale.
- Le rééquilibrage au profit des dotations de péréquation.
- Par un potentiel fiscal par habitant proche de la moyenne et non entièrement mobilisé.

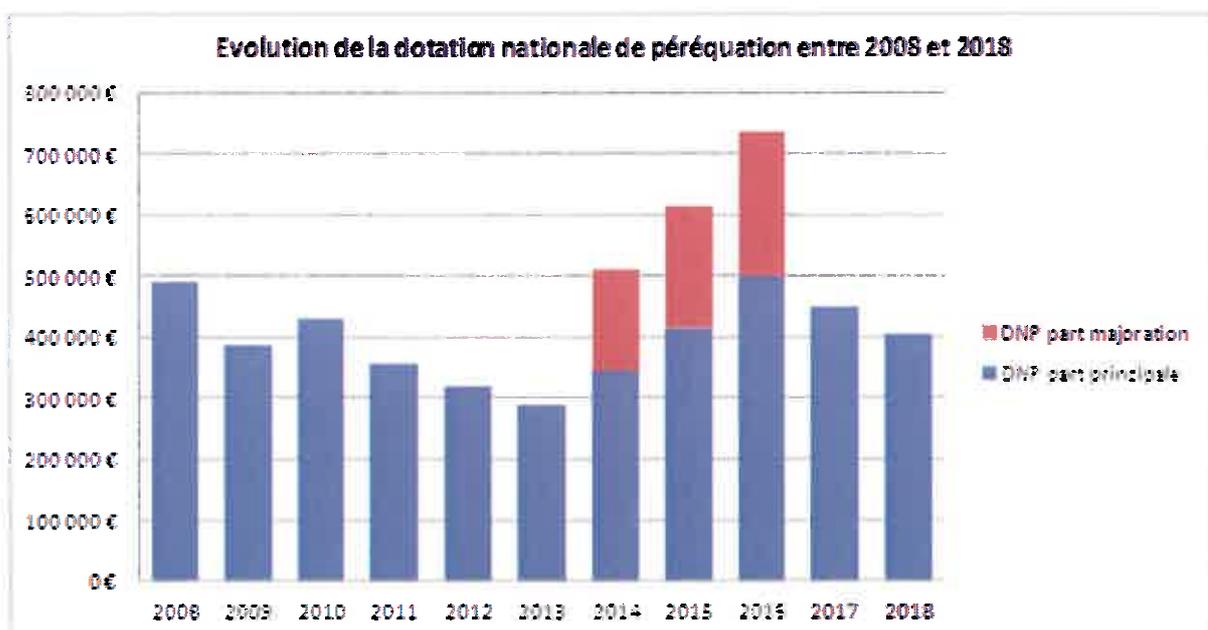
## La dotation de solidarité urbaine

La dotation de solidarité urbaine a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de ressources et supportant des charges élevées.



La progression de la dotation de solidarité urbaine traduit un essor de l'effort de péréquation vers les communes considérées comme les plus défavorisées. A partir de 2017, la modification de la composition des critères d'attribution a été bénéfique à la Ville de Belfort.

## La dotation nationale de péréquation.



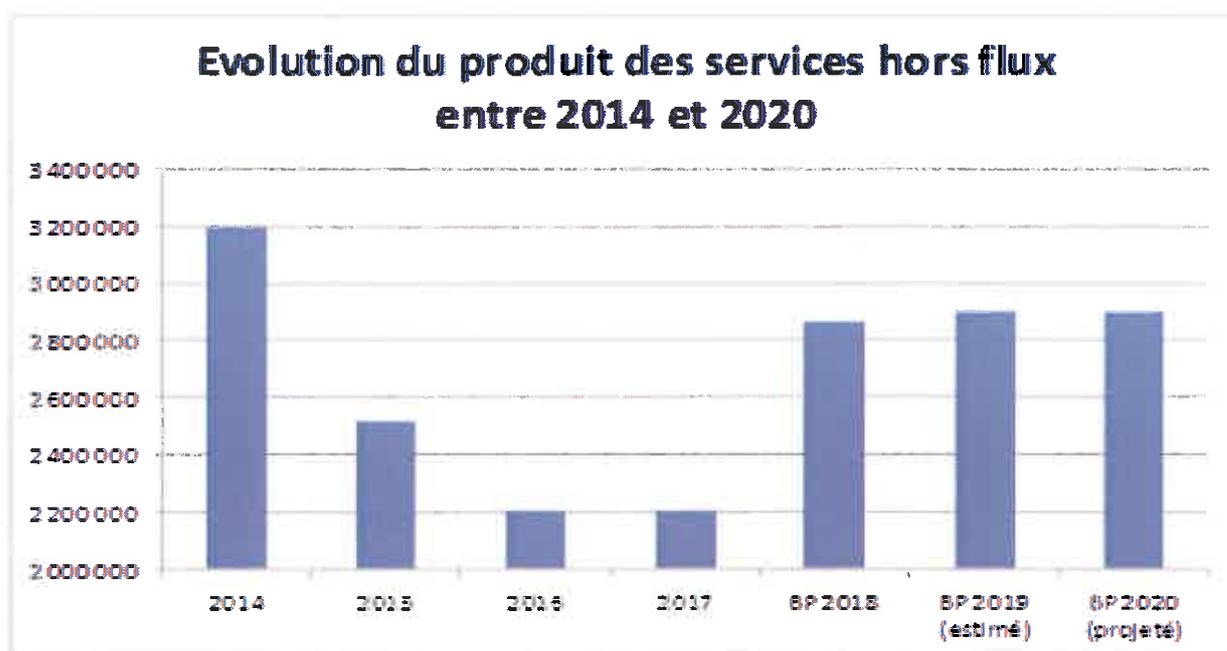
L'évolution du montant perçu au titre de la Dotation nationale de péréquation se caractérise par :

- La perte de la majoration à partir de 2017. L'écart entre les produits post-TP par habitant rapporté à la moyenne de la strate est supérieur au seuil de 85% en dessous duquel la commune serait éligible.
- Un tassement progressif de la part principale en raison de l'encadrement des montants perçus : le montant perçu au titre de la dotation ne peut être ni inférieur à 90% ni supérieur à 120% du montant perçu l'année précédente.

A partir de 2017, la Ville bénéficie uniquement du minimum de 90% du montant perçu l'année précédente : son potentiel financier se rapproche de celui de la strate. Cette situation devrait perdurer entraînant une diminution mécanique des recettes.

## 6) Les autres produits

### Les produits des services



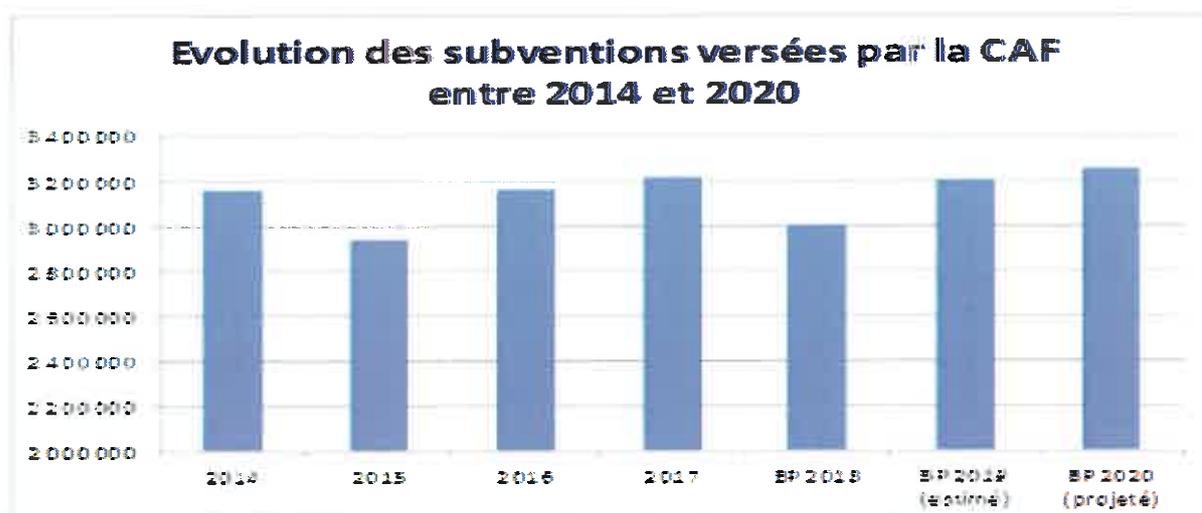
Les montants générés par les produits des services sont en recul depuis 2014. La progression prévue au Budget primitif correspond à la réintégration des recettes de la Cuisine centrale suite à la clôture du budget annexe.

La politique tarifaire envisagée pour 2019 repose sur les principes suivants :

- Politique de simplification des prix : arrondi (sans centimes) pour les tarifs dont le montant est le plus élevé ou au dixième pour les plus faibles.
- Harmonisation des tarifs entre les prestations identiques.
- Adoption d'une meilleure progressivité lorsqu'une distinction tarifaire est effectuée en fonction du revenu.

Il n'est pas prévu de changement significatif de la politique tarifaire.

## Les subventions versées par la CAF



La CAF est un partenaire important pour le financement des activités scolaires, périscolaires et de petite enfance. Le montant des aides apportées oscille entre 3 et 3,2 M€ par an.

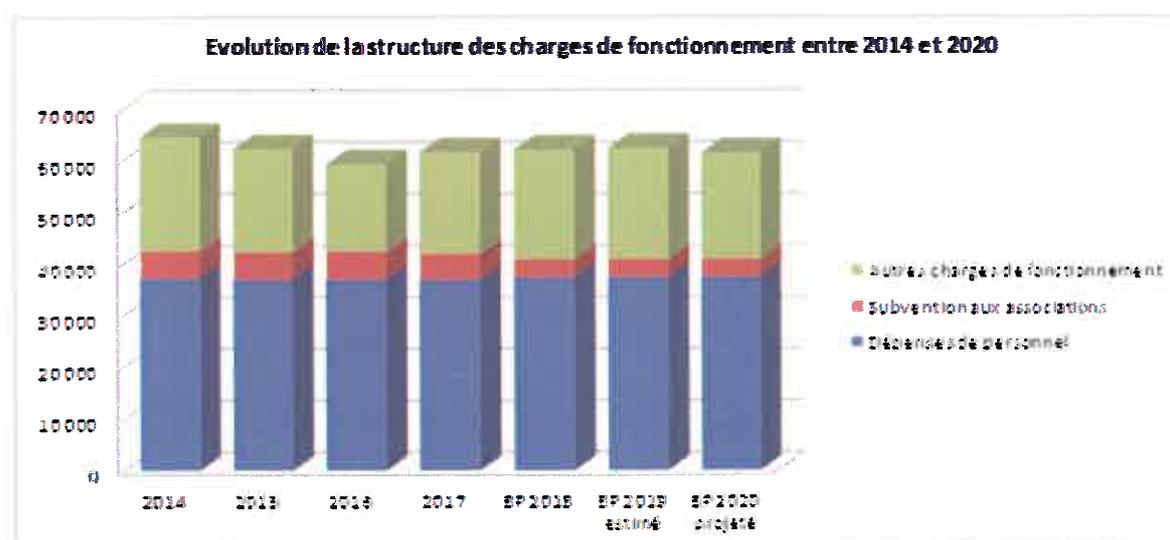
Ces montants peuvent être profondément revus suite aux modifications des rythmes scolaires et au « plan mercredi » proposé par le Gouvernement. La recette estimée à ce jour serait d'environ 50K€.

## B. Des dépenses de fonctionnement rationalisées

### 1) Un cadre contraignant à respecter : la contractualisation

Les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice devraient s'établir prévisionnellement à environ 62,5 millions d'euros. Il se situe en dessous du seuil fixé par arrêté préfectoral à 62,8 millions d'euros qui ne tient pas compte des dépenses d'intégration de la cuisine centrale.

|                                           | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          | BP 2018       | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|-------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|--------------------|
| Dépense de personnel                      | 37 275        | 36 981        | 36 981        | 36 852        | 37 407        | 37 407            | 37 407             |
| Subvention aux associations               | 9 321         | 9 351         | 9 491         | 9 067         | 9 002         | 9 002             | 9 002              |
| Autres charges de fonctionnement          | 21 991        | 19 910        | 16 270        | 13 705        | 21 100        | 21 322            | 21 541             |
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | <b>64 587</b> | <b>62 244</b> | <b>59 344</b> | <b>61 673</b> | <b>62 110</b> | <b>62 480</b>     | <b>62 550</b>      |



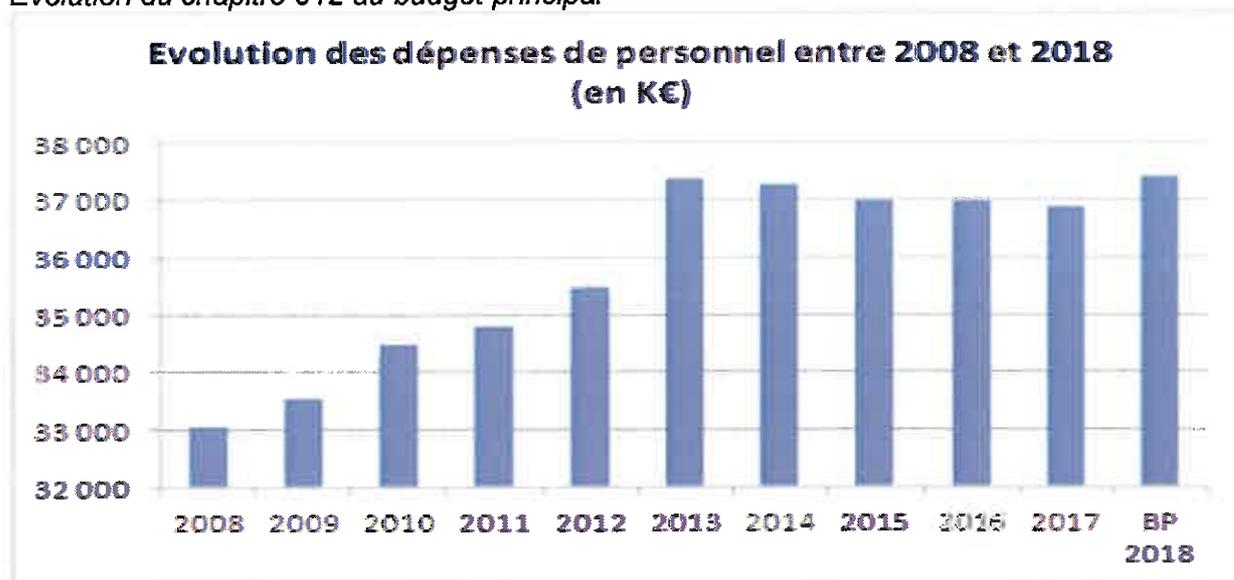
### 2) Une masse salariale maîtrisée

La masse salariale est maîtrisée. L'inscription pour 2019 devrait sensiblement être la même que pour le budget primitif 2018 ce qui témoigne in fine d'une baisse compensant la hausse mécanique des dépenses de ressources humaines liée au « glissement vieillesse technicité » correspondant aux avancements et promotions des agents.

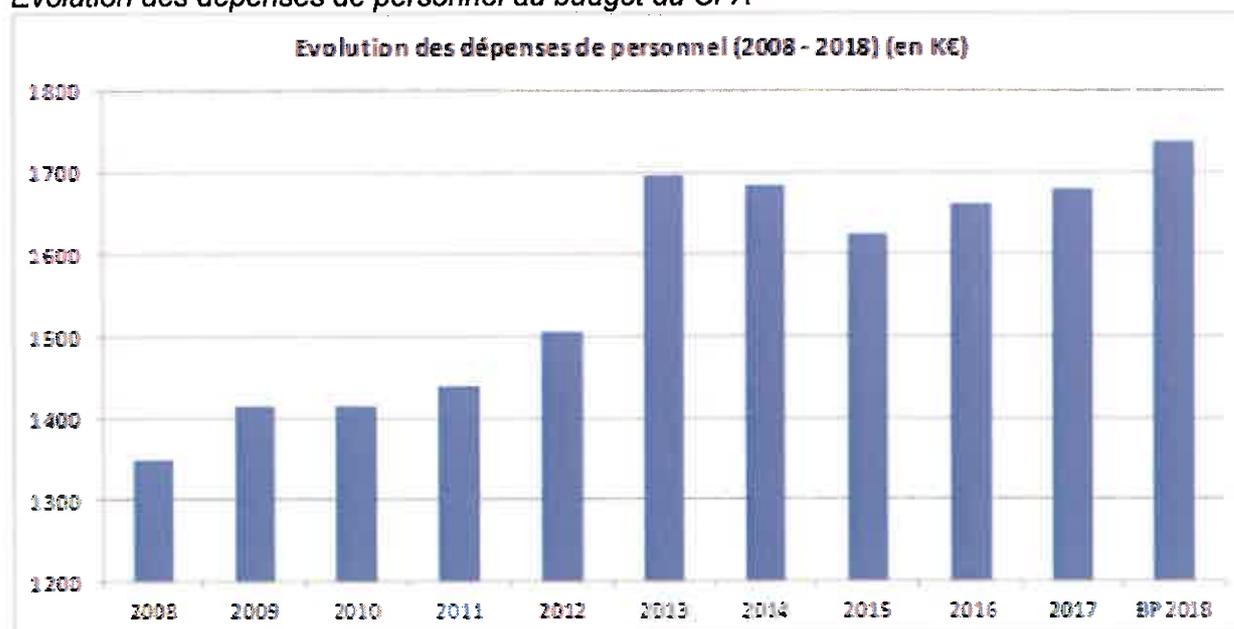
La hausse des dépenses figurant aux graphiques d'évolution du chapitre budgétaire 012 (ressources humaines) est artificiel et correspond à l'inscription du versement à compter de 2018 des subventions au Comité des œuvres sociales pour un montant de 503 K€.

L'évolution de ce poste de dépenses reste toutefois largement tributaire de décisions à l'échelle nationale telles que l'évolution des grilles indiciaires, l'évolution du point d'indice, les aides d'Etat liées aux emplois aidés.

*Evolution du chapitre 012 au budget principal*



*Evolution des dépenses de personnel au budget du CFA*



### 3) Les charges générales

Un effort soutenu a été consacré à la maîtrise des charges générales. Leur montant est en recul de 10% entre 2012 et 2017. Elles sont particulièrement sensibles à l'évolution du poste des fluides qui représente un quart des dépenses. L'évolution du cours de l'énergie a un impact potentiel certain sur cette catégorie de dépenses.

La progression du poste des services extérieurs correspond aux prestations achetées au CGS dans le cadre de la restructuration de la Cuisine Centrale en unité relais. Ce poste est également susceptible de variations notables principalement en fonction du nombre de repas vendus. On constate une hausse de la fréquentation des restaurants scolaires.

|                            | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | BP 2018      | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|--------------------|
| <b>Charges générales</b>   | <b>13,96</b> | <b>17,87</b> | <b>13,31</b> | <b>12,84</b> | <b>12,14</b> | <b>12,45</b> | <b>14,27</b> | <b>15,47</b>      | <b>14,70</b>       |
| Dont                       |              |              |              |              |              |              |              |                   |                    |
| Fluides                    | 3,21         | 3,55         | 2,69         | 2,99         | 2,79         | 3,23         | 3,30         | 3,38              | 3,30               |
| Entretien et maintenance   | 2,07         | 2,11         | 2,15         | 2,59         | 1,50         | 1,94         | 2,09         | 3,45              | 2,69               |
| Autres services extérieurs | 1,89         | 2,05         | 1,72         | 0,88         | 0,90         | 0,92         | 1,91         | 2,27              | 2,20               |
| Locations                  | 0,97         | 1,45         | 1,78         | 1,54         | 1,55         | 1,47         | 1,56         | 1,60              | 1,60               |
| Télécommunication          | 0,41         | 0,30         | 0,26         | 0,27         | 0,29         | 0,22         | 0,26         | 0,31              | 0,31               |
| Impôts et taxes            | 0,19         | 0,39         | 0,19         | 0,19         | 0,29         | 0,22         | 0,26         | 0,53              | 0,63               |

L'évolution annoncée à la hausse des combustibles peut peser lourdement sur le budget de fonctionnement et donc sur les efforts et les marges financières de la collectivité.

### 4) Les contributions et subventions aux associations

Malgré la baisse des dotations, la Ville de Belfort poursuit ses engagements auprès de ses partenaires.

|                | 2012      | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | BP 2018   | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|--------------------|
| CCAS           | 1 782 656 | 1 724 000 | 1 839 000 | 1 654 304 | 1 860 569 | 1 644 304 | 1 644 304 | 1 644 304         | 1 644 304          |
| CFA            | 269 717   | 502 749   | 429 165   | 723 880   | 204 517   | 501 517   | 641 517   | 641 517           | 641 517            |
| MIFE           | 75 540    | 75 540    | 75 540    | 75 540    | 75 540    | 75 540    | 75 600    | 75 600            | 75 600             |
| SI FOURRIERE   | 22 039    | 22 030    | 22 071    | 24 623    | 25 361    | 25 401    | 26 500    | 26 500            | 26 500             |
| SMS PAP        | 1 152 298 | 1 150 812 | 1 212 702 | 1 109 739 | 1 095 796 | 1 157 141 | 1 200 000 | 1 360 000         | 1 360 000          |
| SMAU           | 0         | 0         | 21 082    | 75 540    | 0         | 0         | 0         | 0                 | 0                  |
| ECOLES PRIVEES | 150 800   | 213 000   | 221 795   | 226 644   | 238 158   | 250 278   | 226 088   | 202 400           | 202 400            |

|                                    | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | BP 2018      | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|--------------------|
| <b>Subvention aux associations</b> | <b>5 720</b> | <b>5 466</b> | <b>5 321</b> | <b>5 351</b> | <b>5 491</b> | <b>5 067</b> | <b>3 602</b> | <b>3 602</b>      | <b>3 602</b>       |

La Ville de Belfort soutient de manière forte et significative les associations agissant pour renforcer le lien social et culturel entre les habitants. Pour rappel, la diminution des propositions au Budget Primitif 2018 correspondant à des transferts de compétence à Grand Belfort Communauté d'Agglomération (Granit, AUTB, Viadanse, Territoire de Musiques).

## 5) Les charges financières

Evolution des charges financières 2012 – 2020 (en M€)

|                      | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | BP 2018 | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|----------------------|------|------|------|------|------|------|---------|-------------------|--------------------|
| Intérêts de la dette | 1,38 | 1,45 | 1,88 | 1,55 | 1,30 | 1,54 | 1,56    | 1,32              | 1,29               |

Evolution du taux moyen de la dette 2016 -2021 (projection)



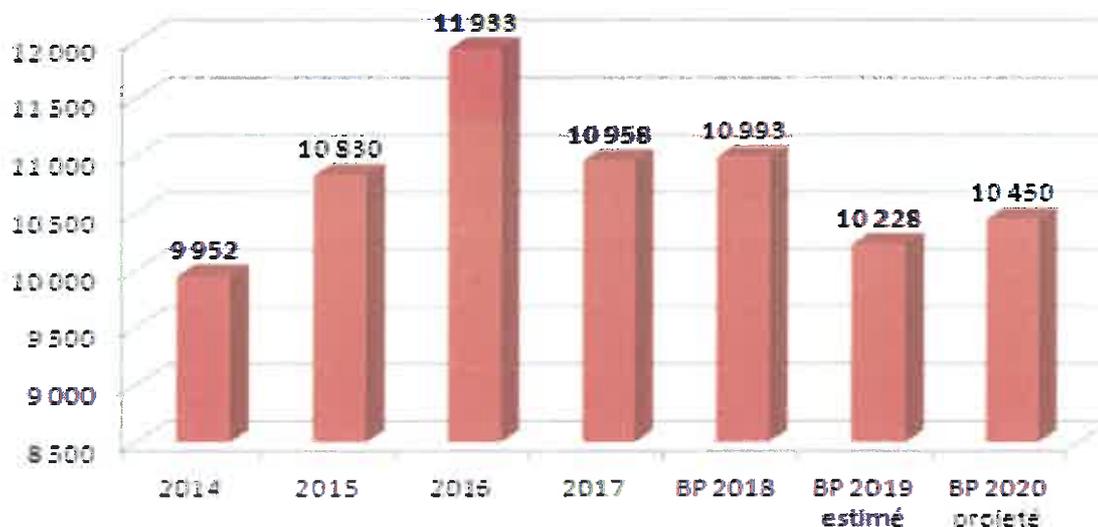
Malgré une augmentation du capital de la dette de 42% entre 2012 et 2017, la charge de la dette ne progresse que de 11%. La ville de Belfort a bénéficié de taux d'intérêts bas durant cette période. Elle a su également gérer activement sa dette en procédant à la renégociation de certains contrats.

La maîtrise du niveau d'endettement de la collectivité doit permettre de stabiliser les charges financières. Elles devraient continuer de baisser en 2019 compte tenu des taux d'intérêts et du flux nouveau stabilisé à 8 millions d'euros.

## C. La situation financière projetée et les ratios de la collectivité

### 1) Le solde de gestion courante

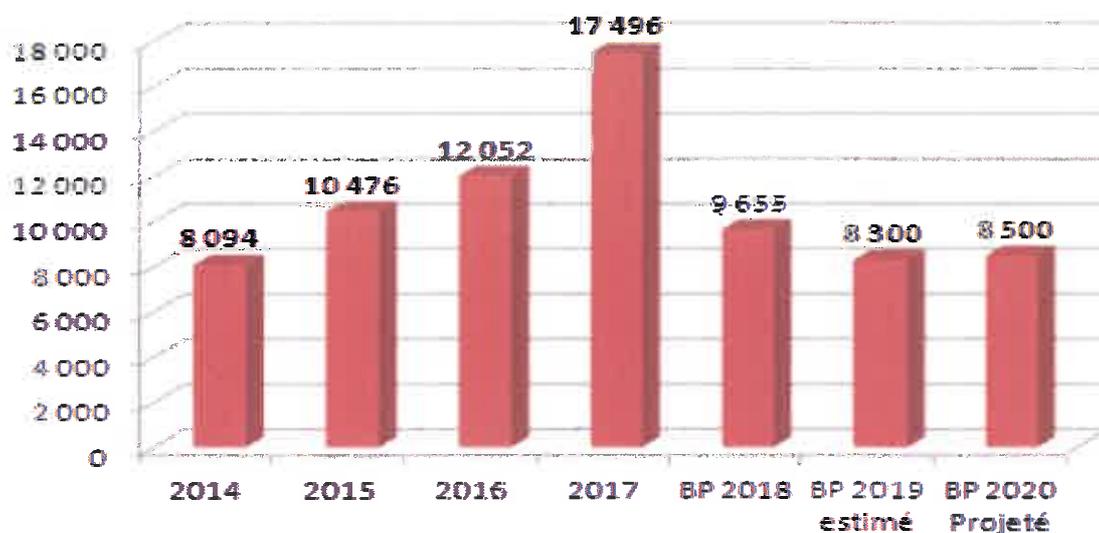
|                              | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | BP 2018 | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|-------------------|--------------------|
| Recettes de gestion courante | 73 762 | 73 444 | 72 109 | 71 475 | 71 396 | 70 752 | 71 287  | 70 768            | 71 000             |
| Dépenses de gestion courante | 61 002 | 63 906 | 62 153 | 60 442 | 59 463 | 59 794 | 60 204  | 60 550            | 60 550             |
| Solde de gestion courante    | 12 760 | 11 458 | 9 957  | 10 830 | 11 933 | 10 958 | 10 993  | 10 223            | 10 450             |



## 2) L'épargne

### Epargne brute

|                                    | 2012          | 2013         | 2014         | 2015          | 2016          | 2017          | BP 2018      | BP 2019 estimé | BP 2020 projeté |
|------------------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|-----------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 77 724        | 75 856       | 72 623       | 72 720        | 71 396        | 79 169        | 71 765       | 70 780         | 70 050          |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 62 596        | 65 912       | 64 527       | 62 244        | 59 344        | 61 673        | 62 110       | 62 485         | 62 550          |
| <b>Epargne brute</b>               | <b>15 127</b> | <b>9 944</b> | <b>8 094</b> | <b>10 476</b> | <b>12 052</b> | <b>17 496</b> | <b>9 655</b> | <b>8 300</b>   | <b>8 500</b>    |



### Epargne nette

|                                      | 2012         | 2013         | 2014         | 2015       | 2016         | 2017          | BP 2018      | BP 2019 estimé | BP 2020 projeté |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|---------------|--------------|----------------|-----------------|
| Epargne brute                        | 15 127       | 9 944        | 8 094        | 10 476     | 12 052       | 17 496        | 9 655        | 8 300          | 8 500           |
| remboursement du capital de la dette | 10 041       | 6 522        | 6 810        | 9 501      | 7 100        | 6 371         | 8 136        | 8 300          | 8 300           |
| <b>Epargne nette</b>                 | <b>5 086</b> | <b>3 422</b> | <b>1 284</b> | <b>975</b> | <b>4 952</b> | <b>11 125</b> | <b>1 519</b> | <b>200</b>     | <b>200</b>      |



### 3) Evolution de l'encours de la dette

|              | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018 (estimé) | 2019 (projeté) | 2020 (projeté) |
|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------|----------------|----------------|
| <b>Dette</b> | 49 728 | 55 633 | 71 792 | 69 335 | 75 072 | 69 471 | 69 009        | 70 000         | 70 000         |



## **D. La poursuite des investissements structurants sans alourdissement de la dette**

### **1) Les projets en cours**

#### Poursuite d'opérations dans les bâtiments municipaux :

La mise en accessibilité pour personnes à mobilité réduite concerne 43 bâtiments municipaux recevant du public, dont la moitié a été traitée. La poursuite du programme fixé dans le cadre de l'ADAP devrait se traduire par une inscription à hauteur de 700K€.

Les écoles et la petite enfance sont concernées par la finalisation du plan d'installation de visiophones pour achever la sécurisation des établissements de petite enfance ainsi que la poursuite du programme de rénovation des cours d'écoles élémentaires et de construction de préaux dans les maternelles.

#### Opérations de maîtrise des dépenses d'énergie :

En matière de performance énergétique, il est proposé de poursuivre le renouvellement des chaufferies les moins performantes et d'amorcer un virage vers une consommation énergétique décarbonée. Ainsi il est envisagé de remplacer une ancienne installation de chauffage au gaz par une installation fonctionnant au bois énergie. L'objectif est une reconduction de l'enveloppe annuelle à 600k€.

#### Poursuite d'opérations d'aménagement de l'espace public et du cadre de vie

La rénovation des trottoirs de l'avenue Jean Jaurès est une opération très appréciée des riverains et des commerçants, il sera proposé de réaliser la 3ème et dernière tranche.

L'offre d'un réseau de pistes cyclables structuré et sécurisant est un atout pour favoriser les déplacements en vélos. Le maillage des pistes et des compléments, notamment sur le secteur de la pépinière, sont à poursuivre.

Le cadre de vie de la ville doit beaucoup à la qualité des espaces verts et des parcs et jardins. La ville consacre un effort important pour restructurer ces espaces et renouveler le patrimoine végétal et arbustif. Il est envisagé de traiter également dans ce plan le paysagement de l'entrée sud de la ville.

L'amélioration de la sécurité routière est une préoccupation constante qui nécessite chaque année des aménagements pour ralentir les vitesses, corriger des secteurs dangereux, installer des équipements de sécurité (panneaux lumineux, miroirs, etc.).

Le plan d'amélioration de la propreté de la ville comporte un programme de plusieurs années pour enfouir les conteneurs qui stationnent sur trottoirs et densifier les points de collecte du tri.

### **2) La programmation pluriannuelle des investissements**

Le nouveau quartier qui prendra place dans **le site de l'ancien hôpital** est la grande opération du centre-ville pour les prochaines années. Les démolitions sont en voie d'achèvement, la ville versera cette année 700k€ à la SODEB pour préparer les plateformes des lots 1 et 2 en cours de cession aux opérateurs des premières constructions.

Ce programme fait l'objet d'une concession dont le compte-rendu annuel d'activité est soumis chaque année au Conseil municipal.

Les travaux de restructuration de l'**Hôtel du Gouverneur** sont en cours, leur achèvement en début d'année permettra l'installation de la police municipale et de l'Office du Tourisme. Ce programme se terminera par une inscription finale à environ 900K€.

Les études pour l'extension de la **Clé des Champs** sont en cours, les travaux devraient démarrer cette année avec une inscription budgétaire à 1900K€ compensée par des recettes en provenance du Département et de l'ANRU. Le plan de financement est en cours de finalisation.

Les prochains exercices budgétaires devraient permettre l'inscription des crédits nécessaires au **plan de réhabilitation de l'école élémentaire Rucklin** conformément aux autorisations de programme définies lors du budget supplémentaire 2018. Ce programme devrait bénéficier de financement de l'ANRU dont la clé d'intervention est en cours de finalisation.

Des études devraient être programmées pour engager le **plan action cœur de Ville** lancé en septembre 2018. Les engagements des financeurs ne sont pas déterminés à ce jour.

Enfin, la contractualisation avec la Région Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre d'un contrat Cap-territoire et un contrat métropolitain pilotés par le Pôle Métropolitain Nord-Franche-Comté devrait aboutir dans les prochains mois. Ils permettront d'apporter d'éventuelles subventions d'investissement dont les montants ne sont pas actés à ce jour.

## V. Les orientations budgétaires du Centre de Formation des Apprentis

### 1) Le solde de gestion courante

|                                  | 2014      | 2015       | 2016       | 2017       | BP 2018    | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|----------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|-------------------|--------------------|
| Recettes de gestion courante     | 2 119     | 2 690      | 2 270      | 2 624      | 2 367      | 2 315             | 2 300              |
| Dépenses de gestion courante     | 2 051     | 2 030      | 2 052      | 2 107      | 2 220      | 2 233             | 2 229              |
| <b>Solde de gestion courante</b> | <b>68</b> | <b>660</b> | <b>218</b> | <b>517</b> | <b>147</b> | <b>82</b>         | <b>71</b>          |



### 2) L'épargne

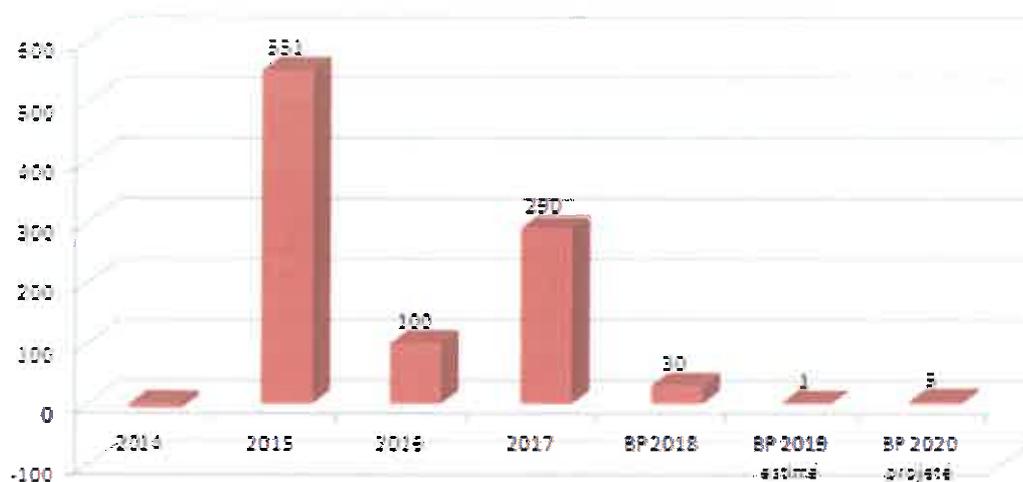
#### *Épargne brute*

|                                    | 2014      | 2015       | 2016       | 2017       | BP 2018    | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|------------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|-------------------|--------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 2 126     | 2 690      | 2 270      | 2 624      | 2 367      | 2 315             | 2 310              |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 2 053     | 2 053      | 2 074      | 2 235      | 2 239      | 2 234             | 2 230              |
| <b>Épargne brute</b>               | <b>73</b> | <b>637</b> | <b>196</b> | <b>389</b> | <b>128</b> | <b>81</b>         | <b>80</b>          |



#### *Épargne nette*

|                                      | 2014      | 2015       | 2016       | 2017       | BP 2018   | BP 2019<br>estimé | BP 2020<br>projeté |
|--------------------------------------|-----------|------------|------------|------------|-----------|-------------------|--------------------|
| Épargne brute                        | 73        | 637        | 196        | 389        | 128       | 81                | 90                 |
| Remboursement du capital de la dette | 81        | 86         | 96         | 99         | 98        | 80                | 75                 |
| <b>Épargne nette</b>                 | <b>-8</b> | <b>551</b> | <b>100</b> | <b>290</b> | <b>30</b> | <b>1</b>          | <b>5</b>           |



## VI. Tableaux annexes

### A. Eléments de macro-économies

Source : ministère de l'Economie et des Finances

#### LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE CADRAGE ÉCONOMIQUE

| Taux de variation en volume,<br>sauf indications contraires                        | 2017  | 2018  | 2019  |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|
| <b>Environnement international</b>                                                 |       |       |       |
| Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)                                    | 2,2   | 2,8   | 2,6   |
| Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)                                 | 2,5   | 2,1   | 2,1   |
| Prix à la consommation dans la zone euro (en %)                                    | 1,5   | 1,7   | 1,7   |
| Prix du baril de Brent (en dollars)                                                | 65    | 72    | 73    |
| Taux de change euro/dollar                                                         | 1,13  | 1,18  | 1,16  |
| <b>Economie française</b>                                                          |       |       |       |
| PIB total (valeur en milliards d'euros)                                            | 2 292 | 2 350 | 2 420 |
| Variation en volume (en %)                                                         | 2,2   | 1,7   | 1,7   |
| Variation en valeur (en %)                                                         | 2,8   | 2,5   | 3,0   |
| Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) <sup>(1)</sup>                         | 1,9   | 1,6   | 1,7   |
| Dépenses de consommation des ménages (en %)                                        | 1,0   | 1,1   | 1,7   |
| Investissement des entreprises, hors construction (en %)                           | 6,2   | 4,4   | 3,0   |
| Exportations (en %)                                                                | 4,5   | 3,7   | 3,6   |
| Importations (en %)                                                                | 4,0   | 2,5   | 3,1   |
| Prix à la consommation (hors tabac, en %)                                          | 1,0   | 1,6   | 1,3   |
| Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)     | -63,4 | -65,0 | -65,0 |
| Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) <sup>(2)</sup> | -2,7  | -2,6  | -2,8  |

(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages

(2) Capacité de financement au sens des règles du traité de Maastricht

# SOLDE GÉNÉRAL DU BUDGET DE L'ÉTAT

| En milliards d'euros,<br>comptabilité budgétaire                            | Exécution<br>2017 | LF1<br>2018  | Revue<br>2018 | PLF<br>2019  |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------|---------------|--------------|
| <b>Dépenses nettes<sup>1</sup></b>                                          | <b>382,8</b>      | <b>386,3</b> | <b>386,8</b>  | <b>390,8</b> |
| dont dépenses du budget général                                             | 322,6             | 326,3        | 325,9         | 328,8        |
| dont prélèvements sur recettes<br>au profit des collectivités territoriales | 43,8              | 40,3         | 40,3          | 40,5         |
| dont prélèvement sur recettes<br>au profit de l'Union européenne            | 16,4              | 19,9         | 20,6          | 21,5         |
| <b>Recettes nettes</b>                                                      | <b>309,5</b>      | <b>299,8</b> | <b>306,3</b>  | <b>291,4</b> |
| dont impôt sur le revenu                                                    | 73,0              | 72,5         | 73,1          | 70,5         |
| dont impôt sur les sociétés                                                 | 91,7              | 25,9         | 25,7          | 31,5         |
| dont taxe sur la valeur ajoutée <sup>2</sup>                                | 152,4             | 154,6        | 157,0         | 130,3        |
| dont taxe intérieure de consommation<br>sur les produits énergétiques       | 11,1              | 13,8         | 13,3          | 17,0         |
| dont autres recettes fiscales                                               | 23,4              | 20,1         | 23,8          | 29,6         |
| dont recettes non fiscales                                                  | 13,8              | 13,2         | 13,4          | 12,5         |
| <b>Solde des budgets annexes</b>                                            | <b>0,1</b>        | <b>0,0</b>   | <b>0,0</b>    | <b>0,0</b>   |
| <b>Solde des comptes spéciaux</b>                                           | <b>5,6</b>        | <b>1,0</b>   | <b>-0,8</b>   | <b>0,6</b>   |
| <b>SOLDE GÉNÉRAL</b>                                                        | <b>-67,7</b>      | <b>-85,7</b> | <b>81,3</b>   | <b>-98,7</b> |

<sup>1</sup> Par convention, les prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne sont inclus sur la ligne « Dépenses ».

<sup>2</sup> Depuis 2018, les régions bénéficient de l'affectation d'une fraction de TVA. En 2019, le financement de la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales s'effectue par l'affectation d'une fraction supplémentaire de TVA à la sécurité sociale.

## LA PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES

| En comptabilité nationale                                                                 | Exécution<br>2017 | 2018        | 2019        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|-------------|
| <b>Solde structurel des administrations publiques<br/>(en % du PIB potentiel)</b>         | <b>-2,3</b>       | <b>-2,2</b> | <b>-2,0</b> |
| <b>Ajustement structurel</b>                                                              | <b>0,3</b>        | <b>0,1</b>  | <b>0,3</b>  |
| <b>Solde des administrations publiques hors mesures<br/>exceptionnelles (en % de PIB)</b> | <b>-2,6</b>       | <b>-2,4</b> | <b>-1,9</b> |
| Mesures exceptionnelles<br>(en 2017, impact de la transformation du CICE en AG)           | 0,1               | 0,2         | 0,9         |
| <b>Solde des administrations publiques (en % de PIB)</b>                                  | <b>-2,7</b>       | <b>-2,6</b> | <b>-2,0</b> |
| dont solde Etat                                                                           | -2,8              | 3,1         | 3,6         |
| dont solde organismes divers d'administration<br>centrale (ODAC)                          | -0,1              | -0,1        | -0,1        |
| dont solde collectivités locales                                                          | 0,0               | 0,1         | 0,1         |
| dont solde administration de sécurité sociale                                             | 0,3               | 0,6         | 0,8         |
| <b>Dettes publiques (en % de PIB)</b>                                                     | <b>98,5</b>       | <b>99,7</b> | <b>98,6</b> |
| <b>Taux de prélèvements obligatoires (en % de PIB)</b>                                    | <b>45,3</b>       | <b>45,0</b> | <b>44,2</b> |
| <b>Part des dépenses publiques<sup>1</sup> (% de PIB)</b>                                 | <b>55,1</b>       | <b>54,6</b> | <b>54,0</b> |
| <b>Taux de croissance des dépenses publiques<sup>2</sup> (en volume)</b>                  | <b>1,4</b>        | <b>0,0</b>  | <b>0,6</b>  |
| <b>Inflation hors tabac (%)</b>                                                           | <b>1,0</b>        | <b>1,6</b>  | <b>1,5</b>  |
| <b>Croissance du PIB en volume (%)</b>                                                    | <b>2,2</b>        | <b>1,7</b>  | <b>1,7</b>  |

<sup>1</sup> Hors crédits d'impôt

# LES CRÉDITS DES MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL DE L'ÉTAT

| 31 MISSIONS<br>Crédits de paiement en milliards d'euros<br>hors contributions directes de l'État au CAS - Pensions - | LFI 2018<br>constant | LPFP<br>2019<br>constant | PLF 2019<br>constant | Mesures de<br>périmètre et<br>de transfert | PLF 2019<br>courant |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------------------------|---------------------|
| Action et transformation publiques                                                                                   | 0,02                 | 0,28                     | 0,31                 | -                                          | 0,31                |
| Action extérieure de l'État                                                                                          | 2,86                 | 2,75                     | 2,79                 | -0,06                                      | 2,72                |
| Administration générale et territoriale de l'État                                                                    | 2,15                 | 2,14                     | 2,27                 | -0,03                                      | 2,24                |
| Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales                                                                 | 3,18                 | 2,88                     | 2,88                 | -0,27                                      | 2,61                |
| Aide publique au développement                                                                                       | 2,68                 | 2,81                     | 2,81                 | +0,27                                      | 3,08                |
| Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation                                                                 | 2,46                 | 2,34                     | 2,30                 | +0,00                                      | 2,30                |
| Cohésion des territoires                                                                                             | 17,22                | 15,65                    | 16,06                | -0,01                                      | 16,06               |
| Conseil et contrôle de l'État                                                                                        | 0,52                 | 0,53                     | 0,54                 | -0,01                                      | 0,54                |
| Crédits non répartis                                                                                                 | 0,12                 | 0,12                     | 0,19                 | +0,01                                      | 0,20                |
| Culture                                                                                                              | 2,72                 | 2,74                     | 2,75                 | -0,02                                      | 2,72                |
| Défense                                                                                                              | 34,20                | 35,90                    | 35,90                | -0,01                                      | 35,89               |
| Direction de l'action du Gouvernement                                                                                | 1,38                 | 1,39                     | 1,39                 | -0,16                                      | 1,23                |
| Écologie, développement et mobilité durables                                                                         | 10,39                | 10,55                    | 10,62                | -0,03                                      | 10,59               |
| Économie                                                                                                             | 1,62                 | 1,79                     | 1,72                 | -0,02                                      | 1,71                |
| Engagements financiers de l'État *                                                                                   | 0,58                 | 0,43                     | 0,41                 | -                                          | 0,41                |
| Enseignement scolaire                                                                                                | 51,49                | 52,09                    | 52,26                | +0,06                                      | 52,31               |
| Gestion des finances publiques<br>et des ressources humaines                                                         | 8,15                 | 8,10                     | 8,08                 | -0,33                                      | 7,75                |
| Immigration, asile et intégration                                                                                    | 1,38                 | 1,36                     | 1,58                 | +0,12                                      | 1,69                |
| Investissements d'avenir                                                                                             | 1,08                 | 1,05                     | 1,05                 | -                                          | 1,05                |
| Justice                                                                                                              | 6,98                 | 7,29                     | 7,29                 | +0,00                                      | 7,29                |
| Médias, livre et industries culturelles                                                                              | 0,55                 | 0,54                     | 0,55                 | +0,03                                      | 0,58                |
| Outre-mer                                                                                                            | 2,02                 | 2,02                     | 2,02                 | +0,42                                      | 2,44                |
| Pouvoirs publics                                                                                                     | 0,99                 | 0,99                     | 0,99                 | -                                          | 0,99                |
| Recherche et enseignement supérieur                                                                                  | 27,40                | 27,87                    | 27,90                | +0,00                                      | 27,90               |
| Régimes sociaux et de retraite                                                                                       | 6,33                 | 6,27                     | 6,28                 | -                                          | 6,28                |
| Relations avec les collectivités territoriales                                                                       | 3,66                 | 3,51                     | 3,43                 | +0,00                                      | 3,43                |
| Santé                                                                                                                | 1,38                 | 1,48                     | 1,42                 | +0,00                                      | 1,42                |
| Sécurité                                                                                                             | 13,32                | 13,49                    | 13,64                | -0,10                                      | 13,54               |
| Solidarité, insertion et égalité des chances                                                                         | 19,44                | 21,31                    | 20,78                | +0,15                                      | 20,93               |
| Sport, jeunesse et vie associative                                                                                   | 0,96                 | 1,05                     | 1,00                 | -0,00                                      | 1,00                |
| Travail et emploi                                                                                                    | 15,17                | 12,96                    | 13,10                | -0,87                                      | 12,23               |

\* Hors charge de la dette

# SCHÉMA D'EMPLOIS ÉTAT (BUDGET GÉNÉRAL ET BUDGETS ANNEXES) (EN ETP)

| MINISTÈRES                                                | État                        |              |                                              | Opérateurs                  |              |                                              | État et opérateurs          |              |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------------------------------------------|-----------------------------|--------------|
|                                                           | Schéma d'emplois (ETP)      |              |                                              | Schéma d'emplois (ETP)      |              |                                              | Schéma d'emplois (ETP)      |              |
|                                                           | LF 2018<br>(format<br>2019) | PLF<br>2019  | Plafond<br>d'emplois<br>PLF 2019<br>(en ETP) | LF 2018<br>(format<br>2019) | PLF<br>2019  | Plafond<br>d'emplois<br>PLF 2019<br>(en ETP) | LF 2018<br>(format<br>2019) | PLF<br>2019  |
| Action et comptes publics                                 | 1 450                       | 1 347        | 124 973                                      | 29                          | 306          | 1 196                                        | -1 479                      | 2 283        |
| Agriculture et alimentation                               | 130                         | 140          | 30 097                                       | 96                          | 137          | 15 209                                       | 226                         | 377          |
| Armées                                                    | 518                         | 466          | 274 595                                      | 6                           | 16           | 7 881                                        | 512                         | 460          |
| Cohésion des territoires                                  | 15                          | 15           | 564                                          | 8                           | 4            | 281                                          | 21                          | 18           |
| Cultures                                                  | 110                         | 60           | 11 089                                       | 110                         | 120          | 18 146                                       | 220                         | 160          |
| Économie et finances                                      | 198                         | 260          | 12 801                                       | 21                          | 30           | 4 852                                        | 219                         | 310          |
| Éducation nationale                                       | 0                           | 1 800        | 107 627                                      | 13                          | 13           | 1 329                                        | -13                         | 1 813        |
| Enseignement supérieur<br>recherche et innovation         | 0                           | 0            | 7 960                                        | 0                           | 0            | 250 487                                      | 0                           | 0            |
| Europe et affaires<br>étrangères                          | 102                         | 120          | 13 669                                       | 0                           | -166         | 6 530                                        | -100                        | 296          |
| Intérieur                                                 | 1 420                       | 2 153        | 287 771                                      | 57                          | 125          | 2 662                                        | 1 477                       | 2 278        |
| Justice                                                   | 1 000                       | 1 300        | 86 629                                       | 0                           | 0            | 617                                          | 1 000                       | 1 300        |
| Outre-mer                                                 | 20                          | 23           | 5 548                                        | 0                           | 0            | 122                                          | 20                          | 23           |
| Services du Premier<br>ministre                           | 76                          | 181          | 11 701                                       | 0                           | 0            | 597                                          | 76                          | 181          |
| Solidarité et santé*                                      | 258                         | 250          | 9 524                                        | 272                         | 252          | 9 822                                        | 530                         | 502          |
| Sports                                                    | 0                           | 0            | 0                                            | 4                           | 2            | 604                                          | 4                           | 2            |
| Transition écologique<br>et solidaire                     | 828                         | 611          | 39 850                                       | -495                        | -267         | 24 254                                       | -1 324                      | 1 078        |
| Travail                                                   | 239                         | 233          | 9 012                                        | 347                         | 1 385        | 54 063                                       | 586                         | 1 618        |
| <b>TOTAL Budget général</b>                               | <b>278</b>                  | <b>1 533</b> | <b>1 953 310</b>                             | <b>-1 336</b>               | <b>2 593</b> | <b>400 656</b>                               | <b>1 631</b>                | <b>4 126</b> |
| Contrôle et exploitation<br>administrative                | 0                           | 0            | 10 586                                       | 0                           | 0            | 812                                          | 0                           | 0            |
| Publications officielles et<br>information administrative | 29                          | -38          | 663                                          |                             |              |                                              | -29                         | -38          |
| <b>TOTAL Budgets annexes</b>                              | <b>29</b>                   | <b>-38</b>   | <b>11 349</b>                                | <b>0</b>                    | <b>0</b>     | <b>812</b>                                   | <b>29</b>                   | <b>38</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                                      | <b>304</b>                  | <b>1 571</b> | <b>1 964 659</b>                             | <b>-1 336</b>               | <b>2 593</b> | <b>401 468</b>                               | <b>1 660</b>                | <b>4 164</b> |

## B. Détail des charges de personnel Ville de Belfort

| STRUCTURES CHARGES DE PERSONNEL     |                 |                 |                 |                 |                 |                         |           |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------------|-----------|
|                                     | 2014            | 2015            | 2016            | 2017            | SP 2018         | SP 2019<br>prévisionnel | Evolution |
| Traitement indiciaire titulaire     | 15 859 832,26 € | 16 739 433,76 € | 17 547 285,81 € | 17 589 011,08 € | 17 591 003,00 € | 17 691 003,00 €         | 0,00%     |
| SFT                                 | 3 917 878,27 €  | 3 682 651,18 €  | 3 349 591,31 €  | 3 647 953,39 €  | 2 967 476,00 €  | 2 967 476,00 €          | 0,00%     |
| Régimes indemnitaires               |                 |                 |                 |                 |                 |                         |           |
| Personnels non titulaires           | 2 874 540,36 €  | 2 916 960,56 €  | 2 859 482,68 €  | 1 826 475,02 €  | 2 097 450,00 €  | 2 097 450,00 €          | 0,00%     |
| Personnel extérieurs                | 3 359 684,57 €  | 3 439 181,25 €  | 4 139 193,87 €  | 3 920 101,20 €  | 4 232 018,00 €  | 4 232 018,00 €          | 0,00%     |
| cont centre de gestion              | 2 077 649,01 €  | 3 105 614,35 €  | 3 787 399,31 €  | 5 465 955,22 €  | 5 700 000,00 €  | 5 700 000,00 €          | 0,00%     |
| URSSAF et cotisations retraites     | 8 876 070,37 €  | 8 798 423,23 €  | 8 855 454,63 €  | 8 833 034,32 €  | 8 580 083,00 €  | 8 580 083,00 €          | 0,00%     |
| Autres cotisations (CNEPT, FNAL...) | 795 681,26 €    | 666 108,86 €    | 890 487,81 €    | 873 969,51 €    | 891 700,00 €    | 891 700,00 €            | 0,00%     |
| Œuvres sociales                     | 12 005,97 €     | 12 844,16 €     | 11 470,70 €     | 17 761,14 €     | 523 270,00 €    | 523 270,00 €            | 0,00%     |
| Médecine du travail                 | 87 856,71 €     | 74 278,44 €     | 81 837,85 €     | 153 121,82 €    | 184 500,00 €    | 184 500,00 €            | 0,00%     |
| AUTRES                              | 561 054,13 €    | 257 884,09 €    | 47 079,26 €     | 27 593,78 €     | 240 000,00 €    | 240 000,00 €            | 0,00%     |
|                                     | 37 274 703,92 € | 36 982 947,54 € | 36 983 873,72 € | 36 898 411,36 € | 37 407 503,00 € | 37 407 503,00 €         | 0,00%     |

## C. Détail des charges de personnel du CFA

|                                    | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | BP 2018        | BP 2019<br>prévisionnel | Evolution |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------|-----------|
| STRUCTURES CHARGES DE PERSONNEL    |                |                |                |                |                |                         |           |
| Traitement indiciaire titulaire    | 649 584,83 €   | 669 757,84 €   | 619 062,09 €   | 605 270,17 €   | 610 000,00 €   | 630 300,00 €            | 3,42%     |
| SET                                | 91 249,16 €    | 81 746,74 €    | 76 234,28 €    | 65 188,56 €    | 48 882,00 €    | 49 000,00 €             | 0,24%     |
| Régimes indemnitaires              | 406 337,67 €   | 419 989,38 €   | 429 902,47 €   | 470 617,10 €   | 435 000,00 €   | 465 000,00 €            | 6,80%     |
| Personnel non titulaires           | 54 233,20 €    | 62 308,45 €    | 67 988,35 €    | 58 789,17 €    | 77 000,00 €    | 77 000,00 €             | 0,00%     |
| Personnel extérieurs               | 24 276,39 €    | 29 611,86 €    | 33 794,11 €    | 32 888,67 €    | 30 000,00 €    | 60 000,00 €             | 33,33%    |
| dont centre de gestion             | 436 438,55 €   | 410 689,60 €   | 437 181,42 €   | 439 907,96 €   | 448 000,00 €   | 448 000,00 €            | 0,00%     |
| URSSAF et cotisations retraites    | 35 409,13 €    | 35 849,34 €    | 34 300,32 €    | 35 048,74 €    | 45 500,00 €    | 45 500,00 €             | 0,00%     |
| Autres cotisations (CMPT, FNAL...) | 0,00 €         | 0,00 €         | 0,00 €         | 0,00 €         | 25 000,00 €    | 25 000,00 €             | 0,00%     |
| Cotisations sociales               | 3 982,64 €     | 3 106,69 €     | 3 533,23 €     | 3 992,72 €     | 4 000,00 €     | 5 000,00 €              | 8,70%     |
| Médecine du travail                | 4 925,00 €     | 0,00 €         | 0,00 €         | 0,00 €         | 4 000,00 €     | 2 600,00 €              | -35,00%   |
| AUTRES                             | 1 682 810,44 € | 1 623 482,06 € | 1 682 237,11 € | 1 679 899,42 € | 1 697 982,00 € | 1 748 000,00 €          | 2,93%     |

## D. Indicateurs de la dette de la Ville de Belfort

### Dette par prêteur

| Prêteur                                       | Crédit              | % du Crédit    | Quantité de Disponibles |
|-----------------------------------------------|---------------------|----------------|-------------------------|
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS            | 19 215 589 €        | 27,66%         |                         |
| CAISSE D'EPARGNE                              | 13 641 134 €        | 19,64%         | 0 €                     |
| SFIL CAFFIL                                   | 10 602 904 €        | 15,26%         |                         |
| CREDIT MUTUEL                                 | 7 364 349 €         | 10,60%         |                         |
| SOCIETE GENERALE                              | 5 954 508 €         | 8,57%          | 59 859 €                |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE                      | 4 082 341 €         | 5,88%          |                         |
| BANQUE POPULAIRE                              | 3 797 121 €         | 5,47%          |                         |
| CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 3 670 286 €         | 5,28%          | 306 862 €               |
| Autres prêteurs                               | 1 143 734 €         | 1,65%          |                         |
| <b>Ensemble des prêteurs</b>                  | <b>69 471 966 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>366 721 €</b>        |

### Dette par nature

|                                 | Nombre de lignes | Capital restant dû (CRD) | Taux moyen   |
|---------------------------------|------------------|--------------------------|--------------|
| Emprunts                        | 55               | 62 318 040 €             | 1,90%        |
| Revolings non consolidés        |                  | 0 €                      | 0,00%        |
| Revolings consolidés            | 4                | 7 153 927 €              | 1,41%        |
| <b>Total dette</b>              | <b>59</b>        | <b>69 471 966 €</b>      | <b>1,85%</b> |
| Revolings - Disponibles         |                  | 366 721 €                |              |
| <b>Total dette + disponible</b> |                  | <b>69 838 688 €</b>      |              |

### Dette par type de risque

| Type                        | Montant             | % d'exposition | Taux moyen (taux An net) |
|-----------------------------|---------------------|----------------|--------------------------|
| Fixe                        | 38 528 803 €        | 55,46%         | 2,26%                    |
| Variable                    | 15 175 034 €        | 21,84%         | 0,70%                    |
| Livret A                    | 15 053 843 €        | 21,67%         | 1,82%                    |
| Barrière                    | 714 286 €           | 1,03%          | 4,33%                    |
| <b>Ensemble des risques</b> | <b>69 471 966 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>1,85%</b>             |

## E. Indicateurs de la dette du CFA de la Ville de Belfort

### Dette par prêteur

| Prêteur                                       | CRD              | % de CRD       | Disponible (Revolving) |
|-----------------------------------------------|------------------|----------------|------------------------|
| CAISSE D'EPARGNE                              | 335 881 €        | 43,81%         |                        |
| CREDIT FONCIER DE FRANCE                      | 297 010 €        | 38,74%         |                        |
| CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK | 68 182 €         | 8,89%          | 97 462 €               |
| SFIL CAFFIL                                   | 41 652 €         | 5,43%          |                        |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS            | 23 977 €         | 3,13%          |                        |
| <b>Ensemble des prêteurs</b>                  | <b>766 703 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>97 462 €</b>        |

### Dette par nature

|                                 | Nombre de lignes | Capital restant dû (CRD) | Taux moyen   |
|---------------------------------|------------------|--------------------------|--------------|
| Emprunts                        | 4                | 698 521 €                | 2,59%        |
| Revolving non consolidés        |                  | 0 €                      | 0,00%        |
| Revolving consolidés            | 1                | 68 182 €                 | 0,00%        |
| <b>Total dette</b>              | <b>5</b>         | <b>766 703 €</b>         | <b>2,36%</b> |
| Revolving - Disponibles         |                  | 97 462 €                 |              |
| <b>Total dette + disponible</b> |                  | <b>864 165 €</b>         |              |

### Dette par type de risque

| Type                        | Encours          | % d'exposition | Taux moyen (fixe/variable) |
|-----------------------------|------------------|----------------|----------------------------|
| Fixe                        | 632 891 €        | 82,55%         | 2,71%                      |
| Variable                    | 109 834 €        | 14,33%         | 0,43%                      |
| Livret A                    | 23 977 €         | 3,13%          | 1,95%                      |
| <b>Ensemble des risques</b> | <b>766 703 €</b> | <b>100,00%</b> | <b>2,36%</b>               |